

**LE FASCISME EN ITALIE
ET EN ALLEMAGNE**

LE FASCISME EN ITALIE ET EN ALLEMAGNE

Le fascisme est une forme particulière de gouvernement apparue après la première guerre mondiale. Il s'appuie sur la mobilisation de la petite-bourgeoisie qui est utilisée pour soutenir le pouvoir, collaborer aux fonctions de répression de l'Etat, et intervient dans les situations de crise grave. Il pressure particulièrement la classe ouvrière, après avoir amoindri ou détruit ses organisations par la force. Il a pris le pouvoir de manière durable dans plusieurs pays d'Europe, l'Italie en 1922, le Portugal en 1928, l'Allemagne en 1933 et l'Espagne en 1936. Il a duré 23 ans dans le cas de l'Italie et 12 ans dans le cas de l'Allemagne.

LE CAPITALISME ITALIEN SORT FRUSTRÉ DE LA PREMIÈRE GUERRE

La France qui avait été battue par l'Allemagne en 1870 avait dû ensuite chercher des alliés pour tenter de contrer la puissance allemande en Europe. Dans ce cadre, elle avait lorgné vers l'Italie en 1896, signant avec elle un accord sur la Tunisie, ainsi qu'un arrangement commercial, signant surtout un accord de non-intervention réciproque ; en cas d'intervention française au Maroc d'une part, en cas d'intervention italienne en Libye de l'autre (à l'époque c'est la Tripolitaine).

Cette politique évite à la France de voir l'Italie rejoindre l'Allemagne au moment du déclenchement de la première guerre mondiale. L'Italie se déclare d'abord neutre. Mais en pleine guerre, pour la conserver dans son camp, l'Entente franco-anglo-russe promet à l'Italie une partie de l'Autriche, une autre de la Yougoslavie, des droits sur l'Albanie, l'Anatolie russe et la Libye. Alors en mai 1915, l'Italie entre ouvertement en guerre aux côtés de l'Entente.

Au lendemain de la première guerre mondiale, l'Italie est un pays dont l'unification est relativement récente, avec une monarchie constitutionnelle dont le roi est Victor Emmanuel III d'Italie. Le premier ministre en 1919 est Giolitti, qui était contre l'entrée en guerre de l'Italie. Les principaux partis sont le P.S.I., Parti Socialiste Italien, parti réformiste essentiellement électoraliste, et le P.P.I., Parti Populaire Italien, parti catholique créé en 1919 ; le grand syndicat est la C.G.L., Confédération Générale du Travail.

Économiquement, l'Italie est un pays fortement agricole, à l'industrie récente : datant du début du siècle, elle apparaît dans un pays qui n'a ni fer, ni charbon. L'Italie, c'est aussi un pays pauvre, d'où part une forte émigration vers les pays plus riches, la France, les Etats-Unis.

LA MONTEE RÉVOLUTIONNAIRE : LES GRÈVES AVEC OCCUPATIONS DE 1920

La fin de la guerre provoque comme dans toute l'Europe une véritable montée révolutionnaire. Les hommes, rentrés du front, attendent que les promesses du gouvernement d'une vie meilleure grâce à la victoire soient tenues. Les grèves succèdent aux grèves : on en dénombre 1663 en 1916, 1881 en 1920. Ces grèves, d'abord revendicatives, pour la journée de 8 heures, pour l'échelle mobile des salaires, vont se durcir avec la mise en place d'un contrôle ouvrier, l'organisation de coopératives, et le fonctionnement des usines au service des ouvriers.

Ces grèves sont spontanées, s'accompagnent parfois d'émeutes, de pillages de magasins par des foules affamées. Toutes les formes d'organisations ouvrières se renforcent. La Confédération Générale des Travailleurs Italiens, la CGIL passe de 600 000 à 2 millions d'adhérents en deux ans.

D'énormes centres industriels ont été mis en place au cours même de la guerre. Fiat, qui employait 4 000 personnes avant la guerre, en emploie 100 000 à son issue. En août 1920, le mouvement reprend chez Alfa Roméo, un an après les premières grèves de 1919. Cette fois, les usines sont occupées. La grève fait tâche d'huile, et ce sont plus d'un demi million d'ouvriers métallurgistes lombards et piémontais qui occupent les usines et plantent les drapeaux rouges.

Lorsque le 29 août 1920 la Fédération Italienne des Ouvriers Métallurgistes donne l'ordre d'occuper les usines, c'est pratiquement de jeunes soviets qui se mettent en place : des réunions d'ouvriers contrôlent la production. Des conseils ouvriers prennent la direction des entreprises, décident de les faire tourner à leur compte, les font protéger par des milices de "gardes rouges".

Les ouvriers obtiennent dans l'industrie de meilleurs salaires, la journée de 8 heures, la généralisation des contrats collectifs. Les dockers, solidement organisés, imposent leur loi aux armateurs.

Les paysans se montrent aussi combatifs : ils réclament le partage des terres promises, et faute de l'obtenir, s'installent d'eux-mêmes sur les terres convoitées. Ils obtiennent, avec le décret Visochi, le droit de demeurer 4 ans sur les terres occupées. Les journaliers, travailleurs agricoles recrutés et payés à la journée, s'appuient sur les communes rurales gagnées au socialisme (223 communes socialistes sur les 280 de la province d'Émilie), s'organisent dans leurs syndicats, leurs Liges Rouges, et obtiennent eux aussi de meilleures conditions de travail.

Mais la direction du syndicat, lors du congrès des 11 et 12 septembre 1920, se refuse à envisager la transformation révolutionnaire du mouvement. Alors l'initiative va revenir au ministre Giolitti, et celui-ci finit par obtenir ce magnifique principe de réciprocité : les patrons reconnaissent le contrôle ouvrier, en échange de quoi les ouvriers évacuent les usines. Le Parti socialiste, dira Mussolini, n'a pas su "tirer profit d'une situation révolutionnaire comme il ne s'en reproduit pas dans l'histoire".

Malgré les résultats et les acquis gagnés, les grèves se poursuivent jusqu'en fin 1920,

prouvant que d'autres possibilités existent. Elles s'essoufflent faute de perspectives. C'est que le P.S. est essentiellement réformiste. Au moment de la déclaration de guerre, la majorité du P.S.I. avait pris position contre la guerre. Mais une fraction, à laquelle appartient Mussolini et qui est soudoyée par la France, s'était scindée. Le jeune Parti Communiste Italien n'apparaîtra qu'en janvier 1921, au Congrès de Livourne, après donc le reflux de la vague révolutionnaire, à l'initiative de Gramsci et Togliatti.

LA BOURGEOISIE CHERCHE A SE VENGER DE SA PEUR ANTI-OUVRIÈRE ET A REPRENDRE SES CONCESSIONS

Une fois la crise passée, les grands industriels, les propriétaires terriens et les armateurs sont décidés à recourir à n'importe quel moyen pour reprendre les concessions qu'ils ont dû faire aux ouvriers pour calmer le processus révolutionnaire. Ils veulent aussi se garantir d'un renouveau de ce mouvement qui vient de les inquiéter. Ils savent qu'ils n'ont pas su le mater, qu'ils ont dû tout simplement attendre la décrue, morts d'inquiétude pour leurs propriétés, avant de pouvoir enfin souffler.

A Gênes, au début d'avril 1919, les grands industriels et agrariens concluent une Sainte Alliance contre le bolchevisme. Le 7 mars 1920 se réunit à Milan la première Conférence des Industriels Italiens. La Confédération Générale de l'Industrie est créée, suivie le 18 août par la Confédération Générale de l'Agriculture. Les industriels établissent un plan complet et précis d'action commune.

Tout y est prévu, jusqu'aux formes de lutte contre les syndicalistes ouvriers. Ils font appel à des bandes armées, entre autres les *fasci* de Benito Mussolini, qui s'intitulent les organes du "Front Unique Anti-bolchevique", dont la mission est de harceler et d'affaiblir la classe ouvrière. Mais ce n'est pas la seule raison qui pousse les grands industriels à subventionner et à équiper des bandes armées. Ayant amassé d'immenses fortunes grâce à la guerre, les grands industriels se retrouvent avec des usines sans commandes. De plus, rien n'a été donné des territoires promis par l'Entente franco-anglo-russe pour l'entrée en guerre de l'Italie. L'Italie n'a en tout et pour tout que le désert de sable de Tripolitaine.

Alors la logique capitaliste oblige les grands industriels à engager leur pays dans une politique extérieure agressive : ils continueront ainsi à maintenir leurs profits grâce aux commandes de guerre de l'État et ils ouvriront par la force de nouveaux marchés pour leur industrie et pourront ainsi avoir des matières premières à bas prix comme la France et l'Angleterre.

Agissant par-dessus la tête du gouvernement, ils subventionnent directement des bandes armées et ils les envoient occuper la ville de Fiume, qui se trouve à la frontière de l'Italie et de la Yougoslavie le 17 septembre 1919. A la fin de 1919, les grands industriels donnent les moyens à Mussolini de développer dans son journal, le "Popolo d'Italia", un journal à grand tirage, une campagne pour les armements navals et aériens. Dans le numéro du 23 décembre 1919, Mussolini annonce qu'il va aussi engager la lutte pour une politique extérieure d'expansion.

Une certaine catégorie d'industriels semble avoir joué les premiers rôles, ce sont les magnats de l'industrie la plus concentrée, comme les frères Perrone, chefs du trust métallurgique Ansaldo. Les secteurs de l'économie qui n'ont pas encore atteint le degré de

concentration des trusts les plus gros se montrent d'abord méfiants vis-à-vis de l'orientation politique des trusts. En effet ceux-ci leur imposent déjà depuis quelques temps leurs prix de monopoles et ils ne peuvent que craindre que ceux-ci se renforcent plus encore.

Giolitti, qui se fait le leader politique de ces intérêts, est arrivé au pouvoir en juillet 1919. Il préconise pour l'heure une collaboration économique internationale, et il propose une enquête sur les bénéfices de guerre, (mesure dirigée contre les trusts), met fin à l'aventure de Fiume (fin décembre 1920) et surtout pendant l'occupation, il tente de se présenter comme au-dessus de la mêlée, freinant les uns et poussant les autres à faire des concessions.

LE CHOIX POLITIQUE DU FASCISME EST FAIT PAR LA HAUTE BOURGEOISIE

Mais au cours de l'année 1921 surgit une crise. Il y avait déjà l'absence de débouchés coloniaux ; il y avait ensuite la fin des commandes d'armement, qui avaient permis de faire tourner les usines à fond, et même d'investir, avec la garantie que les produits seraient de toute façon vendus puisque l'État achetait tout ; et voilà que les possibilités de profits rétrécissent encore. La crise jette sur le pavé, dès janvier 1921, 66 000 chômeurs.

De nos jours la technologie permet en temps de crise de jeter à la rue nombre de travailleurs, pour économiser sur les salaires et continuer ainsi à faire des profits. Mais à l'époque, cette opération est en quelque sorte déjà faite ; elle l'a été au cours de la guerre, où on a largement investi pour faire tourner les usines au maximum. Les industriels n'ont même pas encore rentabilisé tous ces investissements nouveaux.

Alors, la solution à laquelle tous les patrons pensent, c'est de pressurer au maximum les travailleurs. On les conserve, puisqu'on ne peut les remplacer par de nouvelles machines dans l'immédiat, mais il faut abaisser considérablement les salaires. Et pour cela, il faut écraser les possibilités d'organisation des travailleurs.

L'année 1921 voit l'ensemble de la bourgeoisie se décider, non plus simplement à lancer des groupes anti-ouvriers rabaisser le caquet aux travailleurs des villes et des campagnes, mais à préparer ces groupes à l'arrivée au pouvoir.

A partir de ce moment-là, les magnats de l'industrie veulent clairement un État fort, pour imposer leur volonté, et ils envisagent de lancer le fascisme à la conquête du pouvoir.

La crise touche toutes les classes de la société. Les rentiers sont brutalement frappés par la chute de la lire, et la crise accule à la faillite certains petits commerçants et artisans. Ces couches moyennes avaient regardé d'un oeil plutôt sympathique la montée ouvrière ; elles avaient voté socialiste en 1919, et elles avaient soutenu les travailleurs lors de l'occupation des usines.

Mais elles ont aussi été déçues parce que ce mouvement de force s'est révélé, faute de direction, inefficace. Elles se détournent du mouvement ouvrier, et recherchent ailleurs l'efficacité dont elles ont un besoin urgent.

Le Parti socialiste italien ne soutient pas concrètement par exemple les petits paysans. Il se contente de faire des proclamations gauchistes en paroles, parlant de socialiser la terre.

Du coup, il devient facile à la droite et l'extrême-droite d'expliquer au paysan que les socialistes et les communistes, bref que la révolution va lui reprendre la terre. C'est ainsi qu'un dirigeant de la Fédération des Travailleurs de la Terre, lors d'un congrès, déclare que les socialistes italiens sont "plus révolutionnaires que les bolcheviks, ceux-ci ayant donné la terre aux paysans". La C.G.L., lors d'un congrès en février 1921, adopte un projet de socialisation de la terre dont tout le monde sait qu'il ne passera pas au parlement, et qui en plus présente l'inconvénient de n'offrir aux petits paysans et métayers menacés d'expropriation que le choix de devenir prolétaires.

Les paysans tournent ainsi le dos aux socialistes, et sont attirés par les fascistes, qui reprennent le mot d'ordre "La terre à ceux qui la travaillent" et vont même jusqu'à convaincre les grands propriétaires de céder en bail direct des terres, mauvaises en général, à des cultivateurs individuels, ce qui permet aux fascistes de dire : "Vous voyez, les socialistes vous promettaient la terre et ne vous donnaient rien, ils vous empêchaient même de devenir des cultivateurs, des fermiers. Les faisceaux ont installé des centaines de familles qui pourront travailler toute l'année sur leur terre." Bien entendu les fascistes font ceci sous le couvert des grands propriétaires qui les subventionnent, et parviennent ainsi à enrôler des paysans de leur côté.

LES FASCISTES À LA BASE : DES BANDES ANTI-OUVRIÈRES

Les *fasci* sont composés au début le plus souvent d'anciens combattants, d'officiers démobilisés, de petits-bourgeois aigris, mais aussi de repris de justice, et encore de troupes d'origine militaire. Dès octobre 1920, ce sont 60 000 officiers en cours de démobilisation qui se voient offrir 4/5èmes de leur solde par le Ministre de la Guerre s'ils acceptent d'adhérer au Faisceaux de combat : l'État offre ainsi aux fascistes un encadrement de qualité.

Enfin les fascistes arrivent à enrôler un certain nombre de prolétaires, notamment parmi les chômeurs qui du fait de leur situation se retrouvent en marge du monde ouvrier, et sont une proie facile vu leur manque de conscience de classe, parce qu'il n'y a plus une avant-garde ouvrière forte et audacieuse ; l'aristocratie ouvrière qui cherche à maintenir ses privilèges ; ceux que Marx appelait lumpenprolétariat, c'est-à-dire les loqueteux, les déclassés volontaires, et qui trahissent parce qu'ils ne veulent pas travailler à l'usine.

Le 10 novembre 1921, au Congrès de Rome, les faisceaux se transforment en parti politique. A la tête se trouve Mussolini.

UNE IDEOLOGIE ANTICAPITALISTE QUI NE CRAINT PAS DE COPIER LE SOCIALISME

Les fascistes ont réussi à attirer leurs premières troupes, les mercenaires et les anciens combattants, parce qu'ils sont anti-ouvriers et qu'ils proposent des raids à des hommes en mal d'action ; par la suite le parti fasciste deviendra un parti de masse sur la base d'une démagogie anticapitaliste.

L'art du fascisme est de paraître anticapitaliste sans s'attaquer sérieusement aux capitalistes. Mussolini écrit dans le "Popolo d'Italia" du 19 juin 1919 : "Ceux qui le peuvent doivent payer. Voici ce que nous proposons actuellement : ou bien les classes possédantes

s'exproprient d'elles-mêmes, ou bien nous convions la masse des anciens combattants à marcher sur ces obstacles et à les culbuter".

Mais lorsque les fascistes parlent de la dégénérescence des bourgeois, ce n'est pas pour changer de système, mais pour prendre leur place. Ainsi Gorgolini, un chef fasciste, se moque de cette "bourgeoisie diminuée par la timidité qui affecte souvent les êtres trop cultivés, et alourdie par des difficultés de digestions". Ces belles paroles attirent aussi la partie la moins consciente de la classe ouvrière.

Le corporatisme fait aussi partie du programme fasciste, mais ce n'est nullement fait pour que les ouvriers dirigent les entreprises. L'objectif est de faire collaborer les ouvriers avec leurs patrons, ou de faire croire aux artisans qu'ils ne souffriront plus de la concurrence des grandes industries. Pour essayer d'attirer, souvent en vain, d'autres ouvriers plus conscients, les discours deviennent en apparence socialistes révolutionnaires. C'est ainsi que la bible du fascisme italien affirme que le fascisme n'est pas opposé au socialisme en soi, mais à ses dégénérescences théoriques et pratiques. Gorgolini écrit que "Ce n'est pas le fascisme qui empêchera le socialisme de suivre sa voie et de tenir ses promesses, dont il faut avouer que l'essentiel ne peut être rejeté".

Mussolini écrit que "personne ne peut songer à rejeter les masses ouvrières à des conditions de travail et d'existence moins bonnes que celles d'aujourd'hui". Mais c'est très exactement le contraire que va faire le fascisme une fois au pouvoir : il va "rejeter la masse ouvrière dans des conditions de travail et d'existence moins bonnes que celles d'aujourd'hui". Et pour pouvoir rivaliser avec les syndicats libres tant qu'ils ne sont pas encore supprimés, le fascisme soutient une grève des mineurs de San-Giovanni-Val-d'Ano en 1924, et lancent un ordre de grève aux ouvriers de Togni. La grève fasciste n'est pas une grève politique mais une grève économique.

LA MYSTIQUE FASCISTE : DES EMPRUNTS À LA DÉMOCRATIE BOURGEOISE

Ce qui permet aux fascistes de maintenir ses recrues d'origines diverses dans une certaine homogénéité, c'est le côté mystique du fascisme. Mussolini affirme que "le fascisme est une conception religieuse" et que "si le fascisme n'était pas une foi, comment donnerait-il le stoïcisme et le courage à ses adeptes", "qu'on ne peut rien accomplir de grand, sinon dans un état d'amoureuse passion, de mysticisme religieux". A Milan on inaugure une école de Mystique.

Cette mystique se compose de deux axes principaux : le culte du chef et le culte de la nation. Le chef suprême, considéré comme un demi-dieu, est infaillible. Un journaliste du "Temps" relate : "Des paysans et leur femme s'agenouillent en apercevant sur une colline lointaine le donjon où le Duce venait d'arriver pour un bref séjour. Déjà un halo d'idéal et de poésie l'enveloppe. Pour certains il devient une personne fabuleuse. Lorsqu'il apparaît dans une manifestation, la physionomie de nombreux spectateurs est comme illuminée."

Le culte de la nation se superpose au culte du chef. Mussolini déclare que : "Notre mythe, c'est la Nation. Notre mythe, c'est la grandeur de la Nation". A chaque page des journaux fascistes surgissent les inscriptions "Italie Sainte", "Italie Divine". Le milicien dit dans sa prière quotidienne : "Seigneur, toi qui allumes toute flamme et qui arrêtes tout coeur,

renouvelle en moi chaque jour ma passion pour l'Italie." ; la prière se termine par "Seigneur, sauve l'Italie en la personne du Duce".

A ces deux cultes viennent s'en rajouter d'autres du même acabit : le culte des morts, le culte de l'ancien combattant, celui de la jeunesse. L'historien Volpe écrit : "Jeunesse, jeunesse italienne, jeunesse de l'après-guerre, une jeunesse qui déborde comme si la nation était en train de rajeunir. La révolution fasciste est pour bonne moitié son oeuvre. C'est là que le mythe de la jeunesse se forme, en vertu duquel un homme de 40 ans doit presque s'excuser d'exister."

Les démocrates bourgeois ont beaucoup écrit sur ces aspects du fascisme, et il est vrai que les images de ces foules rassemblées dans de gigantesques cérémonies pour écouter des discours autour de ces thèmes ont de quoi impressionner. Mais les communistes que nous sommes ne doivent pas se leurrer. Il n'y a rien de fondamentalement différent entre la façon qu'ont utilisée les fascistes pour gouverner les masses et celle qu'utilise le plus démocratique, le plus cultivé des Etats bourgeois.

Quelle différence y a-t-il entre le mythe du chef unique des fascistes, et le mythe, ou plutôt la réalité de quelques chefs politiques et économiques qu'il y a de fait dans le monde capitaliste ? De toutes façons, on inculque aux masses qu'elles ont besoin de chefs, qu'il en faille un grand ou plusieurs plus petits, pour les gouverner, pour organiser la société. C'est le même mensonge fondamental. La pratique fasciste n'est que la continuation de la pratique démocratique actuelle.

De même pour l'idée de nation. La sauvegarde par la défense de la nation est une duperie qui marche et qui a marché tout aussi bien dans le camp des pays soi-disant démocratiques, et soi-disant en guerre contre les pays fascistes, en 1939-45. Dans les deux cas, on envoie les masses à la boucherie, au nom de la défense de la nation, en réalité pour la défense des intérêts des trusts et du système capitaliste lui-même. Sur cette base-là, la première guerre mondiale avait déjà fait 10 millions de morts. La seconde en fera 50 millions.

En réalité, toutes les idées que reprend le fascisme, il ne fait que les emprunter, pour les grossir, à la démocratie bourgeoise. Et c'est aussi vrai du mysticisme, car le capitalisme n'a jamais été capable de lutter sérieusement ni contre la religion, ni contre les pseudo-sciences, ni contre les superstitions, même s'il a permis un développement incomparable de la science.

BENITO MUSSOLINI, PREMIER DIRIGEANT FASCISTE

Benito Mussolini est né en 1883 d'un père forgeron et d'une mère institutrice. Il a eu une enfance et une adolescence presque misérables. Il est attiré de bonne heure par le socialisme et il émigre en Suisse de 1902 à 1904, où il milite syndicalement auprès des travailleurs émigrés italiens. Rentré en Italie, il devient journaliste à Trente.

Mais Mussolini n'est pas un homme d'idées : c'est plutôt un homme d'action, voire un aventurier. Il pense que "Vivre, ce n'est pas calculer mais c'est agir ; il faut dramatiser sa vie." Il est arrêté pour violences contre des réservistes appelés sous les drapeaux. Il organise des grèves et participe aux campagnes contre la guerre coloniale de Libye. En 1912, il dirige "l'Avanti", le journal du Parti Socialiste à Milan.

Après un séjour à Paris, il rédige un journal à revendication ethnique et territoriale qui

reprend une revendication nationaliste italienne sur le Trentin et la Dalmatie. Exclu du Parti Socialiste, il fonde le 14 novembre 1914 le "Popolo d'Italia". Neutraliste au début de la guerre, il s'engage et est blessé une fois celle-ci déclarée. Il crée les Faisceaux Révolutionnaires de combat en 1919. En 1919, les fascistes sont insignifiants et n'ont aucune assise sociale.

LES COUPS DE MAIN FASCISTES. AVEC LA COMPLICITÉ DE LA POLICE ET DE L'ARMÉE

Maintenant équipés de troupes fanatisées et largement subventionnées par les industriels, les fascistes organisent de plus en plus d'expéditions. Au début de 1921, ils mettent au point cette technique où, amenés dans les communes rurales socialistes, ils rendent visite au représentant de la Ligue Paysanne qui, s'il ne se met pas au service des fascistes, est battu, voire tué devant sa famille, ou alors abandonné nu attaché dans un champ à des kilomètres de chez lui.

Après s'être enhardis dans les campagnes, les fascistes s'attaquent aux villes. Le 8 janvier 1921, la Bourse du Travail de Reggio d'Émilie est incendiée, puis c'est au tour de Parme, Mantoue, Plaisance, Modène. Dans un climat de guerre civile, on compte pour la première moitié de 1921, 17 journaux et imprimeries socialistes brûlés ou détruits, ainsi que 59 Maisons du Peuple, 119 Bourses du Travail, 83 Ligues paysannes.

La police se contente de regarder les batailles. Elle n'intervient que si les fascistes se font battre, pour les aider à remettre de l'ordre, arrête et désarme ceux qui leurs sont opposés. La police aide les milices fascistes, et va même jusqu'à demander aux repris de justice de s'enrôler dans les milices en échange d'avantages. Si les fascistes se font battre, ils reviennent le lendemain en plus grand nombre et exercent des représailles.

Les magistrats, de leur côté, donnent de lourdes peines aux antifascistes et laissent repartir libres les fascistes. Mais c'est surtout l'armée qui aide les fascistes. Ensemble, ils brisent une grève à Trente.

Les organisations ouvrières réformistes, les socialistes refusent de s'armer et donnent même comme consigne de ne pas répondre aux provocations, et font appel au gouvernement. Ils signent même un pacte de pacification le 3 août 1921, avec obligation de rendre les armes qu'ils détiendraient.

Une fois les socialistes désarmés, les fascistes attaquent de plus belle. Pourtant, on a un exemple qui montre qu'une autre attitude est possible. Sous l'impulsion d'un homme, Mingrino, se forme une milice antifasciste, les "Arditi del Popolo", qui n'est reconnue ni par le P.S.I., ni par le P.C. ni par la C.G.L., et ne peut pas alors s'étendre à toutes les villes. Cependant, à Parme en 1922, la population organisée de manière militaire par les "Arditi del Popolo" fait échouer une attaque fasciste malgré la présence de milliers de leurs hommes. Mais ceci restera une exception.

C'EST DU HAUT DE L'ÉTAT ET EN ACCORD AVEC LUI QUE LE FASCISME PARVIENT AU POUVOIR

Ayant montré à la classe dirigeante leurs capacités et leurs offres de service, il reste

aux fascistes à attendre leur feu vert pour voir s'ouvrir la route du pouvoir.

L'accord des grands propriétaires, des industriels, des banquiers, c'est-à-dire de toutes les couches dirigeantes de la société est maintenant acquis. Dans ces conditions, la passation de pouvoir est presque une formalité, qui se fait en bonne et dûe forme.

C'est le roi qui, le 28 octobre 1922, donne à Mussolini mission de former le gouvernement. La marche sur Rome de 50 000 chemises noires n'est alors qu'une parade pour les troupes fascistes qui rêvent de prendre le pouvoir, et crée ainsi la légende d'une révolution fasciste faite le 29 octobre. La marche sur Rome a été subventionnée par l'industrie pour un montant de 20 millions de liras.

Le pouvoir entre leurs mains, les fascistes peuvent maintenant aider ceux qui l'y ont conduit en faisant reculer les organisations ouvrières d'en haut aussi maintenant.

L'INSTALLATION PROGRESSIVE DU FASCISME SUR LE TERRAIN SYNDICAL

Les premiers syndicats fascistes sont nés en 1921 dans la vallée du Pô. La tactique est simple : on fait venir dans une région des chômeurs fascistes, et ils sont aussitôt embauchés à la place des paysans du coin. Bien entendu, ces chômeurs ne font pas grève. Les travailleurs, s'ils veulent continuer à travailler, sont obligés de se syndiquer dans des syndicats fascistes.

Cette tactique rodée dans l'agriculture, ils s'attaquent aux syndicats dans l'industrie, après la prise du pouvoir. Se procurant la liste des syndiqués, les fascistes les rassemblent et leur conseillent d'adhérer aux syndicats fascistes, sous peine de violence. Il est fréquent de voir les patrons syndiquer d'office leurs ouvriers et retenir sur la paye les cotisations.

En juillet 1922, les aciéries de Terni ferment leurs portes faute de commandes. Les syndicats ouvriers obtiennent la garantie que l'usine serait de nouveau ouverte le 1er septembre. Mais rien ne se passe le 1er. Le syndicat fasciste envahit la ville, traite de menteurs les socialistes, et incendie les deux Bourses du Travail ; après quoi, l'usine rouvre ses portes et les patrons ne traitent plus qu'avec le syndicat fasciste.

En août 1923 un contact permanent s'établit entre le Grand Conseil Fasciste, ses syndicats et les patrons de l'industrie. En décembre est conclu l'accord dit du Palais Chigi qui consacre la reconnaissance officielle des syndicats fascistes. La Confédération Générale de l'Industrie et les syndicats fascistes nomment une commission mixte permanente pour élaborer en commun leur politique.

Un décret-loi du 24 janvier 1924 permet au préfet de révoquer les représentants des syndicats ouvriers et de nommer des commissaires chargés de liquider leurs biens après dissolution. Cela permet aux syndicats fascistes, une fois qu'ils ont un minimum d'adhérents, de prendre le patrimoine des anciens syndicats.

Malgré cela, les syndicats fascistes restent encore minoritaires. Ainsi, en mars 1925, lors d'un appel à la grève du syndicat fasciste des métallurgistes de Brescia, seulement 20 % des ouvriers font grève. Le reste fait grève deux jours après l'appel de la Fédération des ouvriers métallurgistes.

Il ne reste plus que la contrainte pour faire plier les syndicats ouvriers. Le 2 octobre 1925, la Confédération Générale de l'Industrie, c'est-à-dire le patronat italien, reconnaît aux syndicats fascistes un monopole exclusif. Ils sont les seuls à pouvoir conclure des contrats de travail ; le droit de grève est aboli. En novembre 1925, les Bourses du Travail, syndicats, fédérations, sont dissous et leurs biens confisqués.

Le 3 avril 1926, les syndicats fascistes se voient confirmer par une loi leur monopole. Et à la fin de l'année, la C.G.L. disparaît.

Tout comme ils ont laissé Mussolini parvenir au pouvoir sans le moindre combat, syndicats et partis ouvriers se sont laissés interdire et démolir sans opposer de résistance sérieuse. La C.G.L., proche du Parti Socialiste, n'a eu qu'une politique : tenter de collaborer avec le nouveau régime. Elle n'a pas compris que c'était incompatible, que les trusts avaient appelé le fascisme au pouvoir pour en finir avec les forces organisées de la classe ouvrière. Elle ne comprend pas que le capitalisme en crise ne leur laisse non seulement plus de miettes à négocier, mais même plus le droit à l'existence. Elle ne veut pas voir cette nouvelle réalité, parce qu'elle ne peut vivre que de l'ancienne réalité.

Alors on n'assiste, de 1922 à 1926, qu'à de lamentables tentatives de collaboration. En août 1923, le Comité national de la CGL propose de participer aux corps consultatifs et à tous les organismes liés au Travail. Il rompt même avec le Parti Socialiste pour donner plus de gages. Après quoi son chef continue de proposer la collaboration avec l'État fasciste.

A ce légalisme le plus lamentable, les fascistes répondent pourtant par de tout autres méthodes. Dès la première année du nouveau pouvoir, 166 militants ont été assassinés par les fascistes, les journaux autres que fascistes sont brûlés. Que fait la C.G.L. ? Elle envoie à Mussolini un rapport sur les atrocités commises en lui demandant de sévir.

Même attitude du côté des socialistes : ainsi le 30 mai 1924, le député Mattéoti dénonce au parlement ce qu'il appelle les "excès" fascistes. Le 10 juin, ils font appel au Roi pour qu'il se sépare de Mussolini. A aucun moment, ils n'envisagent d'en appeler aux travailleurs eux-mêmes.

Mussolini peut dire le 11 mars 1926 que "le syndicalisme fasciste est un puissant mouvement de masse, complètement contrôlé par le fascisme et le gouvernement, un mouvement de masses qui obéit." Dans ces syndicats, aucun débat n'est permis, et ceux qui veulent trouver du travail sont obligés d'y adhérer. La grève est punie de un à trois ans de prison et jusqu'à 1000 livres d'amende.

LES TRAVAILLEURS RÉSISTENT AVEC DE FAIBLES MOYENS À LA MISE AU PAS QUI SE RESSERRE

Pourtant, le mouvement ouvrier italien ne sera jamais totalement détruit. C'est qu'au fur et à mesure que les années passent, la population italienne qui a pu être trompée par les promesses de Mussolini voit bien qu'elles ne seront pas tenues. Dans les usines, la résistance se constitue sous la forme de syndicats locaux. Dans les années 1927-28, certains représentants ouvriers des nouveaux syndicats fascistes ont pris au sérieux leur rôle, critiquent les patrons, réclament même un droit de contrôle sur les industriels.

Alors, une première fois, en 1933, un décret supprime ces syndicats locaux. Mais la protestation ressurgit, et le pouvoir doit les ré-autoriser en 1934. Certains syndicats finissent même par obtenir le droit d'élire leurs propres organes de direction.

D'après une statistique officielle, il y aurait 155 grèves de 1926 à 1933. Ces grèves éclatent dans de petits centres, probablement moins verrouillés par l'appareil fasciste, mais aussi dans des villes comme Naples, Milan, Palerme et Florence.

En 1937, le Lavoro d'Italia annonce que le syndicat fasciste compte 2 400 000 syndiqués dans l'industrie, et autant dans l'agriculture. Mais plus peut-être que dans le cadre syndical, le régime réussit à enrégimenter les travailleurs dans leurs loisirs : 10 000 groupes musicaux, 3 500 bibliothèques, 2 500 sociétés d'art dramatique, des courses cyclistes, des voyages collectifs, des croisières, et des activités sportives.

LES SALAIRES CASSÉS ET LES TRAVAILLEURS VICTIMES

L'organisation de la classe ouvrière réduite en grande partie au silence ou à la désertion, les capitalistes par l'intermédiaire de l'État peuvent récupérer ce qu'ils avaient cédé en 1919 et en 1920. Les salaires diminuent de moitié entre 1927 et 1932. Les salaires de 1935 sont plus petits que ceux de 1914, sans oublier d'enlever l'impôt sur les salaires (loi de novembre 1923), les cotisations syndicales obligatoires, la contribution volontaire pour l'assistance aux chômeurs l'hiver, les cotisations aux assurances sociales, les cotisations aux organisations de loisirs, etc....

En 1933, le journal du soi-disant "syndicalisme" fasciste écrit : "Il est désormais certain que le niveau des salaires a touché le minimum compatible avec les besoins les plus élémentaires de l'existence". Et le professeur fasciste Corrado Gini constate que les travailleurs italiens touchent maintenant les salaires les plus bas d'Europe, à l'exception du Portugal, lui aussi fasciste depuis cinq ans.

La guerre approche, et la pression va encore s'accroître sur le travailleur. Le livret de travail est rendu obligatoire le 30 juin 1934 ; les autorités et l'employeur écrivent dessus le comportement du travailleur. La loi du 16 août 1935 soumet le personnel d'une usine liée directement ou indirectement à l'industrie de guerre à la discipline et au code militaire. Quiconque quitte l'usine plus de 5 jours est considéré comme déserteur et passible de 2 à 9 ans de prison. Toute insubordination est passible de 6 mois à 9 ans de prison, toute obstruction à la bonne marche de l'usine ou sabotage est passible de 1 à 5 ans de prison. En 1938, 580 000 ouvriers tombent sous cette loi.

Toute discussion des contrats de travail vaut entre 1000 et 5000 liras d'amende. Un accord signé par les syndicats fascistes, les seuls existant, permet aux patrons de licencier les jeunes et les femmes et de les remplacer par des hommes adultes en augmentant les cadences mais pas les salaires.

Les chômeurs employés aux travaux publics dits "de caractère extraordinaire de lutte contre le chômage" sont payés au rabais.

L'ETAT AU SERVICE DES GRANDS TRUSTS

Lors de la marche sur Rome, Mussolini avait déclaré : "Je pense que l'État doit renoncer à ses fonctions économiques et surtout à celles qui s'exercent par des monopoles, parce qu'en cette matière, l'État est incompétent." Et encore : "Il faut en finir avec l'État ferroviaire, l'État postier et l'État assureur". Mais là aussi, une fois au pouvoir, le fascisme fait tout le contraire. C'est rigoureusement la politique du grand capital qui est menée, celle des monopoles, et ce avec le dévouement de l'État.

Le 31 décembre 1931, par un décret-loi, l'État constitue des consortiums dans l'industrie métallurgique qui permettent aux trusts de contrôler la production et surtout le prix de vente. Ce décret-loi est ensuite appliqué à toutes les branches d'industries.

Après avoir été rendus rentables, de vastes monopoles passent aux capitalistes privés : le téléphone en 1925. Par toute une série de lois, le gouvernement interdit toute création de nouvelles industries. Il aide les monopoles en leur ôtant la crainte d'une nouvelle concurrence.

Le gouvernement fait aussi cadeau en assumant les dettes et en renflouant les entreprises : 400 millions de liras à Ansaldo en 1924, presque toutes les banques en 1926. A partir de 1931, l'État crée 3 instituts qui, à l'aide d'émissions dans le public garanties par l'État, se procurent l'argent nécessaire pour racheter les entreprises défailtantes. Ainsi Ansaldo, en septembre 1934, est reconstitué avec 115 millions de liras et peut émettre des obligations garanties par l'État pour une somme de 100 millions.

Mais tout cela ne suffit pas. L'État ouvre des marchés d'autorité, il programme de grands travaux publics : 43 milliards de liras sont dépensés d'octobre 1922 à juin 1934. On construit des lignes de chemin de fer, on aménage des ports tels que Gênes, Trieste, Venise, on construit des paquebots.

L'État fasciste aide aussi les grands propriétaires. A peine au pouvoir, Mussolini a annulé le décret Visochi et rendu la terre, améliorée par le travail des paysans, aux anciens propriétaires. Le partage des terres n'a pas lieu dans le sens souhaité par les paysans. Au contraire, l'État regroupe les terres dans les mains des grands propriétaires en expropriant ceux que l'on ne juge pas capables de les cultiver avec un bon rendement, c'est-à-dire en écartant les petits paysans.

PETITS PATRONS ET PETITS PROPRIÉTAIRES EUX AUSSI SACRIFIÉS

Les travailleurs, les petits-bourgeois qu'il a un moment attirés, leur donnant l'illusion qu'ils allaient pouvoir engager la lutte contre le capital, le fascisme ne leur fera aucun cadeau. Dès 1923, il y a une première épuration de plusieurs dizaines de milliers d'entre eux : ceux qui exprimaient un peu trop fort leur volonté de réaliser enfin la révolution promise, sont écartés, exclus. Des faisceaux sont régulièrement dissous, ou repris en main, les dirigeants remplacés par des fonctionnaires bien obéissants, et moins proches du peuple.

Une seconde fois entre 1925 et 1926, le parti est nettoyé, les vieux fascistes trop douteux sont exclus et les adhésions suspendues jusqu'en 1931. En 1928, ce sont les syndicats fascistes qui font l'objet d'un nettoyage et Mussolini peut en 1928 unir l'État et la patrie en

toute tranquillité, ainsi que les milices à l'armée. Débarrassé des éléments indésirables qui l'ont aidé à éliminer les oppositions, le parti fasciste ne sert que les capitalistes.

En février 1936, la plupart des grands travaux sont arrêtés pour raison d'économie. En effet, la guerre d'Éthiopie coûte cher et l'État est obligé de faire payer les petits épargnants. Seules les commandes d'armement continuent : 8 milliards par an de 1934 à 1939. Pour payer, l'État est obligé de créer un nouvel impôt qui fait payer 10 % du capital déclaré. Cette fois, c'est la petite bourgeoisie, les petites entreprises qui sont visées. Cet impôt rapporte 3 à 6 milliards de liras.

L'État empêche en même temps les capitaux de fuir à l'étranger. Il est interdit d'emporter d'Italie plus de 20 000 liras. Mais toutes les mesures prises ne suffisent pas et la lire est dévaluée de 41 % par Mussolini ; nouveau coup dur donc pour les salariés, car cela équivaut à autant de perte du pouvoir d'achat.

Empêtré, sans plus de solutions économiques, le fascisme italien se lance dans une fuite en avant, et prétend pouvoir fonctionner en vase clos, en autarcie. Mais l'Italie ne produit que 10 % de sa consommation en charbon, et elle importe 50 % de ses matières premières.

En 1937, le déficit commercial est de 6 milliards de liras. En 1938 débute la guerre du blé pour combler un déficit de 20 milliards de quintaux. Seules les matières premières sont importées. Les classes populaires sont servies en dernier et n'ont plus qu'à se serrer encore la ceinture.

Derrière la prétendue autarcie se profile une toute autre solution : c'est la guerre tout court. La guerre a commencé en Éthiopie en 1935. Les troupes de Mussolini ont eu bien du mal à occuper le pays, rebelle. Une fois cette opération achevée, l'Italie se proclame un Empire, et se dirige vers une guerre d'expansion économique plus importante, avec l'Allemagne.

INCAPABLE DE RÉGLER LES PROBLÈMES.

LE FASCISME ITALIEN S'EFFONDRE AVANT LA FIN DE LA GUERRE

Six années de domination fasciste n'ont absolument réglé aucun problème. Seuls les intérêts du gros capital ont été sauvegardés. Mais à quel prix ? Les sacrifices politiques, l'absence de liberté, une idéologie débiliteuse, les sacrifices économiques, les restrictions. Et tout cela ne suffit pas encore. L'entrée dans la guerre impérialiste devient inévitable.

L'Italie entre en guerre aux côtés de l'Allemagne. Mais à la différence de son alliée, l'Italie n'est pas prête à affronter les autres puissances capitalistes. Elle ne pourra d'ailleurs pas tenir jusqu'à la fin.

En mars 1943, une grève de 300 000 ouvriers, partie de Fiat à Turin, gagne toute l'Italie. Les industriels et l'État sont obligés de céder et augmentent les salaires. C'est un tournant. Les milieux conservateurs, les industriels, commencent à envisager des cartes de rechange à Mussolini.

Les Alliés anglo-américains ayant repéré que l'Italie est un point faible, entreprennent le débarquement en Sicile le 19 juillet 1943. Sur le plan militaire, sur le plan moral surtout,

c'est un rude coup. Le 19, Rome est bombardée pour la première fois. C'est alors la débandade sur le plan politique.

Le 24 juillet 1943, c'est le Grand Conseil Fasciste lui-même qui demande le "rétablissement immédiat de toutes les fonctions de l'État". C'est la fin du fascisme, avant même donc la fin de la guerre.

Le Roi nomme un maréchal, Badoglio chef du gouvernement. Il fait emprisonner Mussolini. Toutes les organisations fascistes sont dissoutes : le Parti fasciste, la milice, le Grand Conseil. En fait la plupart des responsables ne font que retrouver une place plus "habituelle" dans l'appareil d'État. Une fois perdue son adhésion populaire, une fois contesté ouvertement par les grèves ouvrières, le fascisme italien s'effondre donc. Mais pas l'État bourgeois. Il change de forme, pour donner le change avec une version plus classique.

D'ailleurs, à peine la nouvelle de la chute de Mussolini est-elle connue, la population de Rome envahit les rues, attaque les troupes fascistes et leurs emblèmes. A Turin, Bologne, Milan, comme dans toute l'Italie du Nord, c'est la grève. Le gouvernement demande à l'armée de tirer mais cela ne réussit pas à calmer les ouvriers.

La bourgeoisie italienne se hâte de changer de camp. Badoglio signe l'armistice le 3 septembre 1943. Du coup, les allemands pénètrent en Italie du Nord, libèrent Mussolini, qui fonde à Salò une soi-disant "République sociale italienne". Cette fois, les choses ne prendront pas du tout. Mussolini, poursuivi par des résistants, s'enfuit, est arrêté puis exécuté en avril 1945. Ramené à Milan, son corps est livré à la fureur populaire.

L'Italie toute entière est littéralement vidée de son sang. Le pays entier est en proie à une fuite généralisée. On fuit la guerre, la faim, les ruines, les maladies. La société italienne est gravement malade. On compte deux millions de chômeurs complets, autant de chômeurs partiels, grèves et manifestations se succèdent. Et il faudra l'arrivée au gouvernement de ministres communistes staliniens, comme en France à la même période, pour assurer la reconstruction de l'économie, une nouvelle fois sur le dos de la population.

*

LE CAPITALISME ALLEMAND SORT DE LA PREMIÈRE GUERRE ÉTRANGLÉ PAR SES CONCURRENTS

L'installation au pouvoir du fascisme en Allemagne en 1933 va avoir une portée décisive sur toute l'histoire de l'Europe et de la planète. La situation de l'Allemagne à cette époque a un certain nombre de points communs avec l'Italie des années 20 et le fascisme italien va servir de répétition pour l'Allemagne. Mais cela se passe cette fois 10 ans plus tard, dans un contexte international bien plus tendu entre grandes puissances, et sur une échelle bien plus grande, dans un pays où le capitalisme est l'un des plus puissants au monde.

L'Allemagne est en effet depuis 1913 environ la deuxième puissance industrielle derrière les Etats-Unis, devant la Grande-Bretagne et la France, les deux plus vieilles puissances industrielles. L'unification politique de l'Allemagne, avec la disparition de toutes les barrières entre les dizaines de mini-Etats princiers hérités du Moyen Age s'est achevée tardivement, en 1870. L'industrialisation en Allemagne n'a vraiment démarré qu'après l'industrialisation en France, et plus encore l'Angleterre. Mais elle a été rapide et forte puisque l'économie allemande a rattrapé, puis dépassé ces deux pays au début du XX^e siècle.

L'Allemagne du début du XX^e siècle est donc un pays moderne, très industrialisé, où 70 % de la population vit dans les villes. La capitale, Berlin, compte 2 millions d'habitants en 1910. La classe ouvrière y est nombreuse, 68 % de la population et des centaines de milliers d'ouvriers travaillent dans les grands trusts comme Krupp et Thyssen pour la métallurgie, Siemens et A.E.G. pour la construction électrique, Badische und Soda Fabrik (B.A.S.F.) et Höchst pour la chimie, trusts dont l'existence n'a plus cessé de dominer l'économie allemande jusqu'à nos jours.

Le problème de la bourgeoisie allemande est que ce développement rapide et puissant de l'économie capitaliste d'une part nécessite un marché qui soit lui aussi en expansion, d'autre part implique des besoins toujours plus importants en matières premières. Or, contrairement à l'Angleterre et à la France, l'Allemagne ne dispose pas d'un vaste empire colonial qui lui offrirait une solution pour ses débouchés et ses matières premières. L'État allemand s'est lancé dans la course aux colonies alors que l'Angleterre et la France s'étaient déjà partagées la quasi-totalité du gâteau colonial, en Afrique et en Asie.

Cette rivalité a été la principale cause de la guerre de 14-18 et il est important de s'en souvenir car le problème va se reproduire dans les mêmes termes de rivalités capitalistes après cette guerre, l'Allemagne ayant été vaincue. La guerre a donc éclaté en 1914, et les dirigeants du Parti social-démocrate allemand, le plus fort parti de la Seconde Internationale, se sont ralliés à leur bourgeoisie et à l'État allemand pour soutenir la guerre.

En 1918, la révolution ouvrière a éclaté : contre la guerre, contre le régime monarchique de Guillaume II, contre les dirigeants et profiteurs de ce système capitaliste qui a entraîné le monde dans la catastrophe et la boucherie.

Le capitalisme allemand qui a contribué à déclencher la guerre reçoit en boomerang le

choc de la révolution provoquée par cette guerre : en 1918 et 1919, la vague révolutionnaire l'atteint de plein fouet, et ce n'est que grâce à l'aide, une nouvelle fois, du Parti social-démocrate qui se charge de réprimer la partie la plus avancée du mouvement, tout en faisant semblant d'acquiescer aux moins radicaux, que le capitalisme se tire d'affaire de justesse et parvient à récupérer la direction de la société.

Mais la crise économique et politique est loin d'être réglée. Sur le plan politique, la monarchie a été renversée et la République proclamée en novembre 1918, ainsi que le suffrage universel masculin et féminin. La classe ouvrière n'est pas totalement brisée. On la verra continuer à se battre contre le pouvoir jusqu'en 1923. Si elle n'a pas réussi à prendre le pouvoir, la bourgeoisie a dû quand même lui céder des avantages et faire des concessions : la journée de 8 heures, les contrats collectifs sur les salaires qui ont permis des augmentations importantes, une assurance-chômage, des conseils d'entreprise élus, le droit d'association pour les ouvriers agricoles.

Mais ces concessions, accordées pour amortir le flot de la révolution, sont un luxe qui coûte bien trop cher en temps de crise. Et le capitalisme allemand vaincu traverse une crise économique grave dans cet après-guerre. Déjà en 1920-1923, le pays subit une inflation absolument incroyable : la valeur du mark est divisée par un milliard. C'est une première série de ruines pour les petits bourgeois. Mais paradoxalement, cela s'avère une assez bonne affaire pour l'État et les gros banquiers : ils sont largement endettés par les dépenses de guerre, comme tous les pays d'ailleurs, et par miracle, cette dette elle aussi se retrouve divisée par un milliard, autant dire qu'elle s'évanouit en fumée dans la dévaluation.

Il reste en 1924 qu'il n'y a toujours pas de débouchés ni de nouvelles sources de matières premières dans les colonies. L'Allemagne a pratiquement perdu l'ensemble de son capital investi à l'étranger. Pire, le Traité de Versailles, traité décidé par les vainqueurs de la guerre en 1919 prive l'industrie allemande d'importantes régions industrielles qui lui sont confisquées, comme la Sarre, la Haute-Silésie et la Lorraine et lui impose le paiement de réparations de guerre qui s'élèvent à 132 milliards de Marks. De plus, le Traité de Versailles oblige l'Allemagne au désarmement et limite l'armée à 100 000 hommes.

Dans ces conditions, il est impossible à l'Allemagne de payer ces 132 milliards de marks. Alors, il se passe ce que nous connaissons bien aujourd'hui, à la différence près que les grandes puissances vainqueurs de la guerre l'imposent à une autre grande puissance capitaliste : c'est l'étranglement par la dette. Pour que l'Allemagne puisse payer ce qu'elle doit, New York, mais aussi Paris, Londres, lui prêtent. Ces prêts sont énormes, une première dans l'histoire du capitalisme à cette échelle-là. Ils dépassent même les 132 milliards. L'Allemagne est écrasée de dettes. En 1924, elle doit déjà payer 166 millions de marks au seul titre des intérêts. Ce chiffre sera multiplié par 8 en 1929.

SEULE SOLUTION POUR LES CAPITALISTES ALLEMANDS : S'EN PRENDRE À LA CLASSE OUVRIERE

Pour trouver une issue à la crise de leur système, les dirigeants des trusts des mines de la métallurgie, de la sidérurgie, les grands patrons comme Krupp ou Thyssen sont décidés à reprendre au plus vite les concessions faites à la classe ouvrière. Fritz Thyssen déclare en 1924 : "La démocratie chez nous, cela ne représente rien". L'ancien ministre Dernburg ajoute "Les 8 heures, ce sont les clous du cercueil dans lequel est enfermée l'Allemagne".

Alors ces grands patrons, de façon quasi-réflexe, sans même tenter de mettre encore au point une véritable orientation politique, subventionnent les groupes armés anti-ouvriers qui se sont formés au cours de la Révolution.

Ces bandes sont issues de la démobilisation. Elles sont formées le plus souvent d'anciens officiers et sous-officiers, et parfois de chômeurs qui ne retrouvent pas de place, ne se sentent pas reconnus à leur valeur et dirigent leur rage contre les ouvriers révolutionnaires, les "rouges" et tous ceux qui trahissent la "Patrie" pour laquelle ils ont cru se battre. Leur nationalisme et leur opposition au traité de Versailles qui "humilie" l'Allemagne, sont aussi violents que leur anti-communisme.

Adolf Hitler, un ancien sous-officier de la guerre de 14-18 prend en 1920 la direction d'une de ces bandes armées, qui a pris en 1919 le nom de N.S.D.A.P. : Parti national-socialiste des travailleurs allemands. En 1919-1920, le N.S.D.A.P. (en abrégé parti nazi) n'est qu'une bande armée parmi une multitude d'autres bandes armées comme les Corps Francs, les Ligues de Combat qui pullulent et sont formées de tous ces anciens combattants aigris et désœuvrés.

Les Corps Francs, dont le modèle est ceux qui ont entrepris la lutte contre les Bolcheviks en URSS vont donc être utilisés par les magnats de l'industrie contre la classe ouvrière, pour la harceler et l'affaiblir.

Ces bandes armées sont également utilisées par les grands industriels pour mener une politique extérieure agressive, par dessus la tête du gouvernement officiel de la République de Weimar : d'abord contre le prolétariat russe et la révolution soviétique, un corps expéditionnaire regroupant ces Corps Francs, le Baltikum, est envoyé en 1919 en Lettonie. Puis en 1923, les Corps Francs et les Ligues de Combat regroupés sous le nom de Reichswehr Noire sont envoyés dans la Ruhr pour lutter contre l'occupation par les troupes françaises.

Les troupes du N.S.D.A.P. engagent leurs attaques violentes contre les militants ouvriers, les meetings et les manifestations socialistes et communistes jusqu'en 1923, mais elles restent longuement minoritaires par rapport à la force du mouvement ouvrier. De plus, en novembre 1923, la tentative de Hitler pour prendre le pouvoir par un putsch, à Munich en Bavière, échoue lamentablement, malgré le soutien d'un "héros" de la guerre de 14, le maréchal Ludendorff. Hitler est arrêté.

Mais à cette date de novembre 1923, la vague révolutionnaire a déjà reflué en Allemagne comme dans le reste de l'Europe, le capitalisme s'est stabilisé et la bourgeoisie allemande va bientôt connaître une nouvelle période d'essor économique. En 1925, le capitalisme allemand retrouve déjà la seconde place mondiale derrière les Etats-Unis, également en plein essor.

Ce redressement et ce nouvel essor de l'industrie allemande vont être permis par le gigantesque afflux de capitaux, principalement américains qui sont allés s'investir dans l'économie allemande, en particulier dans les secteurs où la concentration est la plus forte. Le résultat est que non seulement la production industrielle augmente d'1/3, dépassant légèrement son niveau d'avant-guerre en 1928, mais que l'industrie se modernise en même temps considérablement. La productivité progresse ainsi de 67 % dans la production du coke, de 41 % dans la fonte.

Mais l'essor économique dans le capitalisme a ses revers. En 1928, le développement industriel a fabriqué aussi 2 millions de chômeurs, que la modernisation a mis à la porte. Et ce chômage, à son tour, commence à poser un problème, puisqu'il limite les possibilités d'achat, le marché, alors même que l'appareil de production a été accru.

L'IMPACT DE LA CRISE ÉCONOMIQUE DE 1929 ÉCRASE LA SOCIÉTÉ ALLEMANDE

C'est alors qu'en 1929, la crise la plus profonde et la plus soudaine de l'histoire capitaliste à ce jour, éclate aux États-Unis. Le krach boursier d'octobre 1929 entraîne un effondrement du cours des actions, des ventes massives et des faillites en série de banques et d'entreprises industrielles. La production aux États-Unis tombe de l'indice 106 en 1929 à 64 en 1931. En 1932, la production industrielle est divisée par 2 par rapport à 1929. Il y a alors 13 millions de chômeurs aux États-Unis, soit un travailleur sur quatre.

La crise se répercute dans toute l'Europe, et d'une façon particulièrement rapide et brutale en Allemagne, où tous les capitaux américains investis sont brutalement retirés ; les prêts effectués doivent être remboursés. L'économie allemande s'effondre pratiquement autant que l'économie américaine.

On peut comparer l'impact de la crise mondiale sur les principaux pays capitalistes, à travers l'évolution du revenu national entre 1929 et 1932 : celui-ci chute de 40 % aux USA, il chute aussi de 40 % en Allemagne, alors qu'il ne baisse que de 16 % en France et de 12 % en Grande Bretagne.

La différence entre les deux types de situation s'explique en bonne partie par l'absence de domaine colonial dans les deux premiers cas, par son existence dans les autres. La France en particulier, outre qu'elle n'a pas eu à subir le choc de la crise de plein fouet en raison de son organisation économique, a pu en faire reporter la plupart des effets sur les travailleurs et les peuples de son empire colonial. Quant aux États-Unis, ils sauront faire jouer leur place de première puissance économique mondiale pour amortir considérablement les effets de la crise, même s'ils sont quand même spectaculaires avec l'explosion du chômage.

En Allemagne, le marché intérieur se retrouve complètement étranglé, avec un chômage qui touche 30 % des salariés. Cela, ajouté à toutes les conditions du Traité de Versailles et au retrait des prêts de capitaux américains puis étrangers, met toute l'économie au bord de la faillite. La faillite de la Kredit-Anstalt, grande banque viennoise, en mai 1931 ébranle tout le système bancaire allemand : une grande banque de Darmstadt, la Danatbank fait faillite à son tour le 13 juillet 1931.

Le nombre de chômeurs passe à 4 millions dès février 1930, puis à 6 millions en 1932. Les salaires ouvriers s'effondrent de 35 %. Daniel Guérin, un jeune militant qui parcourt l'Allemagne pendant l'été 1932 estime à un demi-million le nombre de jeunes chômeurs sans assistance qui errent sur les routes en vagabonds.

Les classes moyennes, fonctionnaires, petits commerçants, rentiers qui ont déjà été en grande partie ruinées par les dévaluations du début des années 20, puis qui ont été ensuite victimes de la concurrence des grands trusts et des grands magasins lors de la modernisation de l'économie dans les années 24-29, sont de nouveau frappées de plein fouet. L'épargne qu'ils

avaient pu reconstituer est de nouveau réduite à zéro par l'effondrement boursier, les salaires des employés et des techniciens tombent en dessous de ceux des ouvriers qualifiés, quand ils ne sont pas tout simplement mis à la porte.

Tous les privilèges qui leur avaient donné une situation différente, plus élevée que celle du prolétariat s'effondrent. Tout ce qui les liait à la défense du système capitaliste en les distinguant de la classe ouvrière s'écroule.

Les classes moyennes rurales, les petits et moyens propriétaires paysans sont également ruinées par la crise qui s'étend à l'agriculture. Il y a près de 55 % de petits paysans qui ne possèdent pas plus de 5 hectares dans le Sud et l'Ouest du pays. Avec le développement industriel, les petits paysans se sont endettés de plus en plus auprès des banques pour l'achat d'engrais et de machines agricoles. Tant que durait l'essor économique, les banques ont continué à prêter et les petits paysans ont été de plus en plus dominés et écrasés par ces banques et par les grands trusts d'engrais chimiques et de machines agricoles qui leur imposent des prix de monopoles.

Mais lorsque la crise arrive et que les paysans doivent rembourser leurs dettes, quand le peu qu'ils avaient pu épargner est complètement dévalué, c'est la ruine. Une ruine accentuée par la hausse des impôts qui passent de 750 millions de marks en 1929 à 1 milliard de marks en 1932 et qui frappent presque exclusivement la petite et moyenne paysannerie. De plus, les aides de l'État vont concerner uniquement les producteurs de céréales, le plus souvent les gros propriétaires.

L'Allemagne est donc le pays le plus profondément et le plus gravement touché par la crise économique mondiale de 1929. Le seul choix qui est proposé au capitalisme allemand se présente en juillet 1931, quand les banques elles-mêmes se mettent à craquer. L'Angleterre vient frapper à la porte, pour proposer de mettre sur pied un nouvel emprunt international. Avec une nouvelle série de conditions politiques du même acabit que le Traité de Versailles.

Tout ce que les autres capitalistes peuvent proposer à l'un d'entre eux quand il défaille c'est en fait de l'étrangler un peu plus, de le rendre dépendant des autres. Le chancelier Brüning refuse. L'Allemagne capitaliste fait cette fois le choix de s'en sortir seule. Le monde est à nouveau parti vers une issue qui va coûter cher, très cher, à toutes les populations. Il faudra au capitalisme allemand inventer un système d'oppression et d'exploitation à côté duquel celui de Mussolini n'était qu'un modèle réduit.

HITLER : ILLUMINÉ PEUT-ÊTRE, MAIS TOUT AUTANT QUE DES MILLIONS DE PETITS-BOURGEOIS

En 1930, les partis ouvriers sont toujours largement majoritaires sur le terrain électoral. Le vieux Parti social-démocrate est le premier parti du pays, et c'est un de ses membres Müller, qui dirige le gouvernement de coalition. Le Parti communiste avait 10 % des voix avant la crise, aux élections de 1928 au Reichstag. Au lendemain de la crise, en 1930, il passe à 14 %.

Le parti de Hitler représentait 3 % de voix en 1928. Au lendemain de la crise, en 1930, il en représente soudain 18 %, plus que le P.C. Les principaux dirigeants des trusts ont largement subventionné et soutenu le parti nazi. On peut se faire une idée de l'importance de

ce soutien financier à partir d'un discours de Hitler qui rapportera beaucoup plus tard (en 1935) "ce que cela signifie lorsque 1000 orateurs ont chacun une voiture automobile à leur disposition et peuvent tenir en une année 100 000 réunions publiques".

A ces élections au Reichstag, le parlement allemand, en 1930, les nazis remportent 107 sièges. A partir de ce moment-là, le parti nazi devient réellement un parti de masse, avec 850 000 adhérents en 1931. Il dispose d'un appui populaire de plus en plus important qui se traduit aux élections législatives par un soutien de 6,5 millions de voix en 1930, et doublera avec 13 millions de voix en 1932.

Qui sont ceux qui se mettent à voter national-socialiste ? La crise avait jeté à la rue des couches importantes de petits-bourgeois ruinés par l'inflation, des techniciens licenciés par les entreprises en faillite, des fonctionnaires au salaire dévalué, au pouvoir d'achat effondré, des petits commerçants ruinés par la concurrence des grands magasins, des petits paysans étranglés par les dettes et les impôts.

Tous ces petits-bourgeois qui se croyaient définitivement élevés au dessus de la condition de prolétaires ne possédant ni capital, ni boutique, ni terre, se retrouvent brutalement appauvris et menacés de prolétarisation. Ils en veulent à tous les politiciens qui ont participé à ce système, les politiciens traditionnels de la République de Weimar dont font partie également les sociaux-démocrates. Ils les rejettent tous, les rendent responsables ensemble de la faillite du système.

Les sentiments de ces petits-bourgeois sont ambigus : il y a d'abord des préjugés qui traînent régulièrement dans la société, comme le nationalisme ou le mépris pour les ouvriers. Mais on trouve aussi une colère contre le système et les dirigeants qui ont provoqué son effondrement, une colère qui rend ces petits-bourgeois prêts à employer des moyens radicaux pour changer ce système. Trotsky et de nombreux militants marxistes de l'époque parlent de petits-bourgeois "enragés".

En 1919, juste après la guerre et sous l'influence de la révolution ouvrière allemande, un nombre important de petits-bourgeois et de petits paysans s'étaient d'ailleurs tournés vers le parti qui leur semblait le plus radical, le parti social-démocrate, et avaient voté pour lui. C'est en fait le mouvement révolutionnaire puissant qui les avait attirés, car il prouvait une capacité de détermination. Mais le passage ensuite au pouvoir d'un Ebert comme président de la République jusqu'en 1925, ou d'un Müller comme chancelier entre 1928 et 1930 les en a détournés.

Hitler appartient lui-même à ces classes moyennes, de même qu'un certain nombre de chefs nazis, comme Goebbels et Hess. Il est né en Autriche en 1889 Il est le fils d'un petit fonctionnaire des douanes et veut devenir architecte. Son échec à l'examen d'entrée à l'école des Beaux-Arts en 1904 l'oblige à chercher un travail manuel. Il se retrouve alors prolétaire de façon épisodique comme ouvrier dans le bâtiment à Vienne, entre les années 1905 et 1912. Mais sa condition de prolétaire lui répugne, il n'a que du mépris pour ses compagnons de travail, si bien qu'il manque un jour d'être "vidé" d'un échafaudage pour avoir refusé de se plier à la discipline syndicale. Lorsque la guerre éclate en 1914, il s'engage comme volontaire dans l'armée allemande, où il est plusieurs fois blessé, gazé dans les tranchées, et enfin décoré à la fin de la guerre.

Hitler est donc bien placé pour comprendre les sentiments de rage qui animent les

petits-bourgeois ruinés et déclassés. Il partage aussi les préjugés nationalistes, revanchards en tant que sous-officier décoré pendant la guerre. L'idéologie nazie va ainsi se faire l'écho de toutes les rancœurs des classes moyennes déchues, pour mieux les détourner.

Trotsky explique les ficelles de cette idéologie fourre-tout : "Comme les malades désespérés, les classes condamnées ne se lassent pas de varier leurs plaintes ni d'écouter les consolations. Tous les discours de Hitler étaient construits sur ce ton. Le sentimentalisme informe, l'absence d'une discipline de pensée, l'ignorance jointe à des lectures bigarrées, tous ces moins se transformaient en plus. Ils donnaient à Hitler la possibilité d'unir, dans la besace de mendiant du national-socialisme, toutes les espèces de mécontentements et de mener la masse là où celle-ci le poussait. De ses improvisations du début, il ne demeura dans la mémoire de l'agitateur que ce qui rencontrait l'approbation. Ses pensées politiques furent le fruit de l'acoustique oratoire. Ainsi s'effectua le choix des mots d'ordre. Ainsi se tassa le programme..."

Mais plus que ce soi-disant programme, plus que ces soi-disant idées, ce qui va faire la particularité du fascisme, c'est qu'il attire à lui des gens prêts eux-mêmes à l'action, pour une fraction du moins. Et c'est l'attitude offensive, concrète, active des fascistes qui fait la différence, alors que les autres partis d'opposition ne se montrent bons qu'en parloles.

LE PROGRAMME NAZI : UN SOI-DISANT SOCIALISME NATIONAL, UN ANTI-CAPITALISME DE PAROLE, UN RETOUR AUX CORPORATIONS DU MOYEN-ÂGE

La démagogie anti-trusts est largement utilisée par les nazis. Goebbels écrit par exemple : "Quelques individus ne peuvent avoir le droit d'utiliser l'économie nationale contre la nation. Or dans la réalité dominant quelques monopoles, quelques individus qui ont amassé des fortunes énormes. Ces individus ont des moyens illimités d'enlever au peuple son morceau de pain quotidien, de lui retirer son travail."

Gregor Strasser, un idéologue nazi spécialisé dans l'anticapitalisme déclare : "Nous, jeunes Allemands de la guerre, nous, révolutionnaires nationaux-socialistes, nous engageons la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme dont l'incarnation est la Paix de Versailles."

Ce soi-disant anticapitalisme est en fait du nationalisme travesti : les responsables désignés de la crise sont les pays impérialistes étrangers et l'Allemagne est présentée comme une nation opprimée par ces impérialismes : une nation "prolétaire".

Strasser conclut ainsi : "Nous, nationaux-socialistes avons reconnu qu'il existe une liaison voulue par le destin entre la liberté nationale de notre peuple et la libération économique de la classe ouvrière allemande. Le socialisme allemand ne sera possible et durable que lorsque l'Allemagne sera libre !"

Autre bouc émissaire qui va devenir, lui, effectivement pourchassé : le juif. L'anticapitalisme petit-bourgeois est détourné vers l'anti-sémitisme. Les juifs qui ne représentent pas plus d'1 % de la population sont assimilés en entier aux banquiers juifs, aux gros commerçants juifs, aux spéculateurs, etc.... et rendus responsables de la crise dont ils sont accusés de profiter.

Goebbels, le futur responsable de la propagande dans le régime fasciste écrit en 1931 :

"Le socialisme ne peut être accompli que contre les juifs, et c'est parce que nous voulons le socialisme que nous sommes antisémites."

C'est par des idées entretenant l'illusion qu'un retour en arrière, à l'époque pré-capitaliste serait la solution à la crise de la petite-bourgeoisie que les nazis répondent aux préoccupations des classes moyennes urbaines. Pour les nazis, les trusts ne doivent évidemment pas être remplacés par la propriété collective, mais par une multitude de petits producteurs indépendants.

L'idéal selon les nazis serait donc le retour aux corporations du Moyen-Âge, qui protégeraient la petite propriété de la concurrence. Dans le cadre d'un État qui regrouperait ces corporations, les prix et les salaires seraient fixés par les patrons et les travailleurs sur un pied d'égalité. Ces petits producteurs seraient également protégés de la concurrence étrangère par une politique d'autarcie créant une économie fermée, le commerce extérieur étant entièrement placé sous le contrôle de l'État.

Pour attirer les petits paysans et les ouvriers agricoles, les nazis adoptent le même langage radical que pour le discours anti-trusts : ils dénoncent cette fois la grande propriété foncière dans l'Est du pays et mettent à leur programme le morcellement des grands domaines : c'est ce qu'ils appellent la "colonisation" de l'Est. Dans les discours nazis, il est question de "révolution agraire" et de "faire table rase du capitalisme agraire".

Enfin, dans un pays où la classe ouvrière représente plus des 2/3 de la population et où elle est fortement organisée, les fascistes ne peuvent pas ne pas chercher à en corrompre et en entraîner ne serait-ce qu'une petite fraction, pour faire illusion, pour démontrer qu'il est vraiment une solution pour toutes les couches de la société, et surtout, pour commencer à diviser, à fractionner la force ouvrière elle-même.

Goebbels écrit dans un livre qu'il intitule "la seconde révolution" : "Les seuls vrais socialistes de l'Allemagne, de toute l'Europe même, c'est nous !" Pour démontrer leur "socialisme" aux ouvriers, les nazis vont jusqu'à défendre le droit de grève, dans la mesure où il s'agit pour les travailleurs de se défendre contre leurs employeurs, et non de grève politique. Une brochure de propagande du syndicat nazi, le N.S.B.O. créé en 1928, affirme même : "C'est mentir honteusement que de dire que les nationaux-socialistes, lorsqu'ils auront pris le pouvoir (...) enlèveront aux travailleurs leur arme suprême : le droit de grève".

De fait, les nazis vont soutenir quelques grèves avant leur prise du pouvoir : en 1930, ils appuient la grève des métallurgistes berlinois à laquelle participent 100 000 ouvriers. En novembre 1932, ils déclenchent de pair avec le parti communiste la grève des transports de Berlin. Certains dirigeants du national-socialisme comme Gregor et Otto Strasser vont jusqu'à parler de propriété collective des moyens de production, mais répartie "équitablement" entre patrons, ouvriers et État.

Tous ces discours qui font écho à l'anticapitalisme des petits-bourgeois "enragés" et des ouvriers se retrouvent donc mélangés avec les discours nationalistes et antisémites dans l'idéologie fasciste.

Hitler n'est pas fou. Tout ce qu'il fait est mûrement réfléchi, calculé. Y compris tout le mysticisme qu'il développe à grande échelle. Il écrit dans "Mein Kampf" qu'il a rédigé pendant ses quelques mois de prison entre 1924 et 1925 : "Dans sa grande majorité, le peuple se trouve

dans une disposition et un état d'esprit tellement féminins que ses opinions et ses actes sont déterminés beaucoup plus par l'impression produite sur les sens que par la pure réflexion. La masse (...) est peu accessible aux idées abstraites. Par contre, on l'empoignera plus facilement dans le domaine des sentiments."

Dans le même ordre d'idées, le fascisme va développer le culte de l'homme providentiel, celui qui arrive à point pour sauver le peuple allemand et qui se distingue par son caractère génial : les admirateurs de Hitler comme Wilhelm Kube le proclament "Führer" c'est à dire "guide" de l'Allemagne, "personnalité géniale et universelle, infaillible" au même titre que le Pape. Ce même Kube écrit en toute simplicité : "Il n'est sans doute pas de domaine de l'activité humaine que le Führer ne domine souverainement."

LE GRAND CAPITAL DÉCIDE D'OUVRIR AUX NAZIS LES PORTES DU POUVOIR (fin 1931)

Les choses deviennent sérieuses fin 1931. En octobre, une conférence réunit à Harzburg Hitler, Rudolf Hess du parti nazi et Hugenberg, chef du parti national-allemand et en même temps président du conseil d'administration des aciéries Krupp, également grand patron de presse, Linalt et Sybel représentants du capital agricole, Grandi de l'Union des mines d'Essen, Schlenken et Pönsen du Cartel de l'acier, Krüger du trust de la potasse, Bluhm et Gok des chantiers navals, Ravené de l'industrie du fer, Reinacker de l'industrie des machines, Delius des textiles etc....Krupp et Thyssen, en voyage, se sont fait excuser.

L'industriel Krupp justifiera au procès de Nüremberg en 1945 son soutien à Hitler : "Nous avons l'impression que Hitler nous donnerait la possibilité d'un développement sain. (...) Nous voulions un système qui fonctionnât bien et qui nous donnât les moyens de travailler tranquillement."

L'arrivée au pouvoir des nazis va être préparée de façon systématique, à la fois sur le plan légal et électoral, on l'a vu, mais aussi et en même temps sur un terrain tout ce qu'il y a de plus illégal, par la violence anti-ouvrière.

Contre le mouvement ouvrier, les nazis reprennent une méthode mise au point au début des années 20 : l'offensive de bandes minoritaires, violentes, rapides et déterminées contre des rassemblements ouvriers. Les militants fascistes, prêts à tout, y compris à verser leur propre sang, s'attaquent à des réunions ouvrières bien plus nombreuses qu'eux, mais surprises par la violence de l'offensive. Ils font le maximum de dégâts et se retirent aussi rapidement qu'ils sont arrivés.

Le 4 novembre 1921, Hitler avait ainsi lancé une cinquantaine de fascistes contre un congrès de plusieurs centaines d'ouvriers "rouges". Les fascistes étaient organisés de façon militaire et il leur avait fait jurer de ne quitter la salle qu'à l'état de cadavres. Il raconte dans "Mein Kampf" : "Mes hommes se lancèrent à l'attaque comme des loups. Ils se jetèrent sur leurs adversaires par meutes de 8 à 10, et commencèrent à les chasser de la salle en les rouant de coups. Le vacarme dura 20 minutes. A ce moment-là, les adversaires qui étaient peut-être 700 à 800 avaient été pour la plupart jetés hors de la salle et chassés au bas de l'escalier par mes hommes qui n'étaient même pas 50 (...) Ce soir-là, nous avons vraiment appris beaucoup de choses." A l'issue de cette bataille, le service d'ordre de Hitler avait reçu le nom de "sections d'assaut" (S.A.).

Dans les années 1927-28, les attaques reprennent donc contre des meetings, des manifestations socialistes et communistes. Le dimanche, les bagarres entre nazis et "rouges" sont fréquentes. Les nazis s'attaquent également parfois aux militants ouvriers isolés qu'ils assassinent dans la rue.

Dans cette lutte violente, face aux attaques des fascistes contre les ouvriers organisés, la police et l'armée de l'État allemand, de la République de Weimar ont évidemment choisi leur camp : celui des fascistes. Déjà, au début des années 20, le préfet de police de Munich avait répondu à ceux qui lui disaient que dans les bandes fascistes existaient de véritables organisations d'assassinat politique : "Oui, oui, mais trop peu !"

En ce qui concerne l'armée, en 1930, à la suite d'une entrevue très amicale entre Röhm, le chef des S.A. et le général Von Schleicher, futur chancelier de la République de Weimar, l'État-Major autorise les jeunes miliciens des S.A. hitlériennes à s'entraîner sur les terrains militaires et charge des instructeurs militaires de les instruire. L'armée allemande, la Reichswehr et sa hiérarchie fournissent également des armes aux milices para-militaires fascistes qui s'entraînent régulièrement et portent l'uniforme brun.

LES PARTIS OUVRIERS, COMMUNISTE ET SOCIALISTE, INCAPABLES DE RÉPONDRE À LA SITUATION, PARALYSENT LA CLASSE OUVRIÈRE

Au départ, évidemment, les militants ouvriers sont surpris par les attaques des bandes fascistes, par leur rapidité, leur violence, et par l'audace de leurs adversaires. Mais alors que leurs troupes sont plus nombreuses que celles des fascistes, les partis ouvriers ne vont pas riposter d'une façon unitaire, et surtout, ne vont pas utiliser leur force pour briser les milices fascistes dans l'oeuf.

Pourtant le rapport de forces est vraiment défavorable aux nazis. Hitler expliquera au Congrès de Nüremberg du parti nazi, en septembre 1933, après la prise du pouvoir : "Un seul danger peut briser notre développement : si l'adversaire en avait compris le principe et si, dès le premier jour, avec la plus extrême brutalité, il avait brisé le noyau de notre nouveau mouvement." Goebbels écrit aussi : "Si l'adversaire avait su combien nous étions faibles, il nous aurait probablement réduits en bouillie."

Au contraire, le parti nazi va se renforcer grâce à l'absence de réaction efficace des partis ouvriers. Le parti socialiste dispose d'une milice antifasciste, la Reichsbanner, créée en 1924 et qui prétendra compter 2 millions de membres en 1932.

Mais les dirigeants socialistes, pétris de cette légalité qui les a jetés dans les bras de la bourgeoisie en août 1914, n'engageront jamais dans l'action leurs effectifs très supérieurs pendant longtemps à ceux des nazis. Les dirigeants socialistes ne savent que faire confiance à l'État à qui ils demandent de désarmer les fascistes. Ils réclament sans arrêt l'interdiction des S.A. Elle va être effectivement décidée en avril 1932 par le général Groener, ministre de Brüning. Cette interdiction va durer 1 mois ! En mai 1932, le gouvernement Brüning démissionne et le nouveau gouvernement dirigé par Von Papen s'empresse de rétablir les S.A.

De son côté, le Parti communiste dispose également d'une milice antifasciste, le Rot Front . Le Front Rouge s'attaque systématiquement aux fascistes, physiquement, de 1929 à

1931. Mais la politique sectaire du P.C. vis à vis du Parti social-démocrate, politique dictée par Staline, affaiblit le mouvement ouvrier. La ligne officielle du P.C. jusqu'en 1933, jusqu'à la fin, sera de mettre sur le même plan les fascistes et les socialistes, tous au service de la bourgeoisie. Les socialistes sont appelés "social-fascistes", et il n'est pas question d'organiser une riposte commune des socialistes et des communistes. Les nazis vont donc pouvoir s'attaquer aux socialistes, puis aux communistes, les uns après les autres.

En 1931, Moscou donne l'ordre au parti communiste allemand de renoncer à la lutte physique contre les fascistes, pour mener une lutte "idéologique", et aller discuter avec les ouvriers fascistes. En fait, bagarre physique comme bagarre idéologique vont se révéler l'une comme l'autre un moyen de camoufler la même idée fondamentale de la part des staliniens que celle des réformistes : l'absence de confiance dans la classe ouvrière elle-même, en réalité la peur de la classe ouvrière, car s'opposer à la montée fasciste suppose de prendre le risque de la révolution.

Ce ne sont pas des mots. Face au danger fasciste, la révolution est loin d'être une utopie, et elle peut devenir le moyen souhaité par les travailleurs. On verra, à peine trois ans plus tard, une classe ouvrière toute entière, sans la moindre directive ni de parti stalinien, ni de parti réformiste, ni d'aucun parti ouvrier, faire la révolution spontanément contre la menace fasciste : c'est la Révolution espagnole de 1936, qui répond au putsch que lance Franco.

L'attaque des militants ouvriers, le harcèlement des organisations ouvrières, quand ils apparaissent prendre de l'ampleur, ne peuvent plus signifier qu'une chose pour toute une fraction consciente du prolétariat, surtout quand il a des traditions d'organisation comme c'est le cas en Allemagne. C'est un danger mortel qui s'annonce, et devant un tel danger, il n'y a guère finalement besoin ni de discours, ni de programmes bien élaborés. Il faut et il suffit d'une force décidée. Il faut et il suffit que quelque part une fraction du prolétariat lance sa contre-offensive contre les fascistes.

Les travailleurs ont leurs moyens à eux pour cela. Ils peuvent contrôler les transports, les lieux stratégiques, les stocks stratégiques, les casernes ou les lieux de rassemblements des troupes qui veulent sa mort, et pour faire cela, ils éprouvent le besoin de se réunir entre eux, de mettre en place leurs propres organes de décision, comités, conseils, soviets, peu importe le mot. C'est la révolution, et c'est la réponse naturelle de la classe ouvrière au danger fasciste quand il devient immédiat.

Mais rien ne va se passer en Allemagne. Car les deux grands partis, le parti réformiste d'un côté, le parti stalinien de l'autre, se partagent le travail pour embrumer la cervelle des travailleurs, pour leur faire croire qu'eux ont la solution, pour les décourager d'agir par eux-mêmes. Daniel Guérin rapporte cette interrogation de militant ouvrier complètement désorienté, en 1932 : "Pourquoi, moi, ouvrier social-démocrate, dois-je considérer comme mon principal ennemi le voisin d'atelier qui est communiste ?" Il y a bien un courant unitaire à la base, mais les directions le découragent, le démoralisent, le paralysent. Et la classe ouvrière ne va pas passer outre.

En novembre 1932, un recul électoral des nazis de 4 points par rapport aux élections de juillet 32 fait pousser des cris de victoire aux deux partis. La "Vorwärts", journal du parti socialiste écrit : "Voilà 10 ans que nous avons prévu la faillite du national-socialisme ; noir sur blanc nous l'avons écrit dans notre journal !". Au même moment, on lit dans la "Rote Fahne", le journal du P.C. : "Partout il y a des S.A. qui désertent les rangs de l'hitlérisme et se mettent

sous le drapeau communiste. On commence à désavouer Hitler dans son propre mouvement !" Le nazisme est à la veille de prendre le pouvoir.

Le recul électoral, les capitalistes qui ont mis en oeuvre toute cette montée fasciste depuis 3 ans, seraient largement prêts à s'en moquer. Et les bandes hitlériennes qui se sont fait la main sur les militants ouvriers, s'en moquent complètement. Mais il n'y a même pas de réel recul. Le parti nazi, est tout comme en juillet, le premier parti allemand.

LE FASCISME PARVIENT AU POUVOIR PAR LA VOIE LÉGALE

La bourgeoisie va se permettre le luxe de démontrer qu'elle est capable, lorsqu'elle l'a décidé et qu'elle y met les moyens, de changer complètement la physionomie de tout son appareil politique, d'en haut, et de faire adhérer à ce changement assez de gens pour pouvoir donner à ce changement en réalité violent, basé sur le fric, les coups de couteau et de revolver, la crise et la ruine de centaines de milliers de gens, pour donner donc par dessus tout cela une superbe apparence légale. On ne peut s'en étonner que si l'on oublie que la légalité est une fabrication de toutes pièces de la bourgeoisie, de A à Z.

Le 22 janvier 1933, plus personne n'ignore que l'arrivée de Hitler au pouvoir est une question de jours. Les nazis doivent défiler devant le siège du Parti Communiste à Berlin. Le Parti social-démocrate appelle ce jour-là ses sections de la Reichsbanner à aller faire une marche d'entraînement à la campagne. Quant au Parti communiste, ses dirigeants supplient le Ministre de l'Intérieur d'interdire cette manifestation, et demande aux militants d'envoyer des lettres de protestation au Préfet de Police. Les groupes de combat du P.C. reçoivent l'ordre de ne pas bouger.

Après une ultime rencontre de Hitler avec le banquier Schröder qui lui donne le feu vert des milieux industriels dirigeants, le président Hindenburg appelle Hitler à la tête du gouvernement le 30 janvier 1933.

Le premier prétexte qui va servir à l'élimination des partis est l'incendie du Reichstag. Fin février 1933, un provocateur met le feu au parlement allemand, le Reichstag et les nazis accusent immédiatement les communistes d'en être responsables. Le Parti communiste est interdit, les libertés de presse, de réunion et d'association sont suspendues. De mars à juillet 33, tous les partis politiques, du Parti socialiste au Parti national-allemand d'Hungenberg, en passant par le Centre catholique, tous sont dissous. Le vice-président du Parti national-allemand, Oberfrohren est trouvé "suicidé" à son domicile en mai 1933.

Les membres de l'ancien personnel politique comme Von Papen qui restaient au gouvernement depuis janvier sont écartés : le gouvernement devient entièrement nazi : Goering, Goebbels, Darré, Hesse, Roehm, Rust, Frank, Kerrl, tous des hauts responsables du parti deviennent ministres. On voit y compris certains membres de l'ancien personnel politique bourgeois subir la répression nazie.

Derrière les ministres fascistes, les anciennes institutions de l'État bourgeois n'ont pas bougé : il y a toujours la même administration, les mêmes juges, la même police, la même armée. Les fascistes vont y rajouter une police politique, la Gestapo.

Mais cet État bourgeois a une particularité pire que toutes les polices du monde : il a

réussi à tromper des millions de gens, à les associer à sa fonction anti-ouvrière. Et cette pression bien plus considérable que celle d'aucune dictature, va écraser d'une chape de plomb toute la société. Il ne reste pratiquement plus une bulle d'oxygène pour qu'un communiste, pour qu'un socialiste, ou simplement un démocrate bourgeois, puisse vivre. Il faut se taire pour survivre, et bientôt, il faudra se taire y compris dans sa propre famille.

L'ensemble de la société allemande est placée sous la surveillance du parti nazi devenu parti unique, qui s'appuie sur une force sociale de plusieurs millions de personnes. En 1935, le parti nazi fort de 4 millions de membres déploie ses ramifications dans tous les aspects de la vie sociale : dans les organisations de jeunesse, de sport, de loisirs, mais aussi dans la vie de quartier où chaque militant nazi, chaque membre des Jeunesses Hitlériennes est appelé à exercer une surveillance sur ses voisins, à dénoncer celui qui ne semble pas adhérer complètement au régime.

Celui qui ne va pas assister par exemple à la parade nazie du dimanche est immédiatement repéré par ses voisins, parmi lesquels se trouve forcément un sinon plusieurs membres du parti nazi. Bien souvent, ce rôle de surveillance de tout un immeuble est joué par le concierge qui renseigne ainsi la police. Mais en fait, l'ensemble des militants fascistes constitue pour l'État et sa police un puissant auxiliaire qu'ils utilisent pour repérer les opposants, les éliminer, intimider toute nouvelle opposition et l'interdire d'avance.

TOUTES LES ORGANISATIONS DE LA CLASSE OUVRIÈRE SONT DÉTRUITES, ANÉANTIES

Bien sûr, les dirigeants socialistes et communistes ont été arrêtés et comme de nombreux militants, ont été envoyés dans les premiers camps de concentration. Entre 1933 et 1939, ces camps vont enfermer 500 000 prisonniers. Le P.C. devient clandestin mais tous les liens entre militants ont été rompus. En fait, il n'existera plus rien.

En mai 1933, tous les syndicats sont "synchronisés", selon la formule des nazis : ce qui signifie qu'ils sont envahis par les fascistes et réorganisés dans un "Front du travail" nazi, dirigé par le docteur Ley. Le droit de grève est aboli le 16 mai, puis les fédérations professionnelles sont dissoutes. L'ensemble du mouvement syndical est complètement démantelé et placé sous le contrôle des nazis. Le "Front du travail" est organisé sur la base des entreprises où il regroupe à la fois les ouvriers et le patron. L'adhésion au syndicat fasciste est quasiment obligatoire puisqu'il est impossible sans cela de se faire embaucher. Les cellules d'entreprise du syndicat deviennent une véritable organisation d'espionnage et de mouchardage des ouvriers.

Les règlements font pleuvoir les amendes sur les ouvriers qui ne suivent pas les cadences de plus en plus rapides ou qui tentent de s'unir pour résister. Les tentatives de grève sont punies d'amendes ou de peines de prison. En février 1935, le livret de travail est rétabli : sans ce livret sur lequel le patron marque ses appréciations sur l'ouvrier et qu'il peut retenir à son gré, l'ouvrier ne peut pas trouver de nouvelle embauche. Ce syndicat corporatif officiellement est censé réunir à égalité patrons et ouvriers...

De 1933, date d'instauration au pouvoir des fascistes, à 1939, veille de la guerre, le salaire ouvrier moyen a baissé mais pas, semble-t-il dans des proportions écrasantes. D'après les calculs de Charles Bettelheim, (L'Économie allemande sous le nazisme) et d'après d'autres

études qui le recourent, les travailleurs industriels n'auraient que peu perdu de leur pouvoir d'achat. Par contre les salariés de l'État, les fonctionnaires auraient vu celui-ci baisser de 20 %. Cela semble donc peu.

La masse d'argent consacrée aux salaires est restée la même de 1929 à 1939, pratiquement 43 milliards de marks. Alors que les ponctions plus ou moins obligatoires décidées par l'État nazi ont représenté 20 % des salaires, que le coût de la vie a augmenté de 5 % et que les dépenses d'assistance sociale ont fondu comme neige au soleil. La baisse réelle des salaires est donc de l'ordre de 30 % au moins.

Autre chose qui peut paraître étonnante : le fascisme au pouvoir règle très vite le problème du chômage. De près de 6 millions donc en 1932, le nombre de chômeurs passe à 4,7 millions en 33, 2,6 en 34, et il n'y a plus que 38 000 chômeurs à la veille de la guerre en 1939.

Le problème des chiffres, surtout ceux que relève habituellement le système capitaliste, c'est qu'ils ne suffisent absolument pas à traduire la réalité de tout le problème pour les travailleurs. Les chômeurs sont pour la plupart embauchés à un salaire très bas, du niveau des allocations chômage. Ensuite ceux qui sont mis dans des camps de travail, en quasi esclavage puisque c'est du travail forcé et non rémunéré, ne sont plus comptés comme chômeurs mais comme travailleurs dès fin 33.

C'est que les salaires n'ont peut être pas bougé, ou pas trop plongé devrait-on plutôt dire, mais que les travailleurs ont été soumis à des cadences infernales, à un travail absolument écrasant, exténuant, suant donc trois ou quatre fois, voire 10 fois plus de plus value qu'avant. Et que cela a été le sort de toute la classe ouvrière, par millions d'hommes, et non plus seulement des seuls immigrés ou des seuls petits patrons de combat. Il est probable dans ces conditions qu'il n'a plus subsisté la moindre trace d'aristocratie ouvrière non plus, si ce n'est le strict minimum destiné à l'encadrement, à l'embrigadement devrait-on dire.

TOUTES LES COUCHES DE LA SOCIÉTÉ SONT MISES AU PAS POUR LE PROFIT DES TRUSTS

Le résultat en est que les profits des plus gros trusts allemands vont se multiplier de 1932 à 1939 : Krupp multiplie ses recettes brutes par 3, AEG par 2, Siemens par 2, I.G. Farben par 1,5 ; et certaines industries d'armements, il est vrai au départ plus réduites, voient leurs bénéfices multipliés par 20, comme Deutsche Waffen Munitionsfabriken. En moyenne, les profits ont augmenté de 127 % au cours de cette période.

Les autres catégories sociales, toutes les couches intermédiaires entre le prolétariat et la grande bourgeoisie, vont voir leur sort voler en éclats.

Les petits entrepreneurs, les petits patrons sont balayés par les trusts sans le moindre ménagement. C'est par dizaines de milliers qu'ils doivent abandonner leurs entreprises et se transformer en prolétaires. Rien que pour les artisans proprement dits, 104 000 deviennent salariés en 2 ans, entre 1936 et 1938. Et ce n'est pas seulement par le jeu de la concurrence des prix, ou par la restriction du crédit que cela se fait, comme c'est l'habitude dans la démocratie bourgeoise.

C'est aussi d'en haut, par l'intervention de l'État, qui prend des mesures administratives directes, notamment à partir de 1938, pour accélérer le processus de fabrication d'un plus grand nombre de prolétaires. Par exemple un décret du 4 mars 1939 décide que les artisans employés à un travail "inopportun" ou "non conforme à leurs capacités" pourront être obligés à exécuter d'autres travaux. Et le 7 mars 1939 la mesure est étendue aux commerçants et aux petits industriels.

Le gouvernement décide la suppression pure et simple de toutes les entreprises qui n'ont pas atteint un chiffre d'affaires minimum. Et il est précisé que ceux qui perdraient leur emploi du fait de cette mesure devront s'embaucher dans la grande industrie avant le 1er avril 1939.

Difficile de faire plus complètement l'inverse de toutes ses promesses. Difficile de servir plus complètement le seul intérêt des plus gros trusts, y compris contre toutes les autres couches capitalistes. Ce sont en tous cas des mesures que les partisans des Le Pen et autres prennent bien soin d'oublier de leur programme.

Mais les démocrates bourgeois non plus n'en parlent guère. Et les partis ouvriers staliniens non plus. Ce serait en effet toucher du doigt la nature profonde du fascisme. Ce n'est ni le système d'un fou ou d'un maniaque, ni celui d'une idéologie particulière. C'est l'idéologie du fric et de la propriété privée capitaliste poussée jusqu'au bout de sa logique.

C'est la dictature des trusts, c'est à dire d'une poignée de dirigeants capitalistes, dictature sur toute la société, et sur toutes les couches de la population.

LA "SECONDE RÉVOLUTION" S'ACHÈVE DANS LA NUIT DES LONGS-COUTEAUX (juin 1934)

A la base du parti nazi, ceux qui ont cru aux discours anti-capitalistes sont désorientés, et bientôt commence à se faire sentir dans le parti même un certain mécontentement. On n'ose pas parler d'augmentation des salaires, mais on attend les mesures contre les riches et les trusts. Une formule naît de ce mécontentement : on réclame "une seconde révolution". Seconde, puisque la première a eu lieu avec l'arrivée de Hitler au pouvoir.

Aussitôt, les dirigeants de l'industrie exigent des dirigeants nazis que les chefs du parti cessent les discours anticapitalistes. En juillet 1933, Hitler condamne l'idée d'une "seconde révolution". Lors d'une réunion des chefs des S.A. et des S.S., les milices armées du parti, Hitler déclare : "Je m'opposerai avec la dernière énergie à une seconde vague révolutionnaire. Quiconque s'élèvera contre l'autorité régulière de l'État, on lui mettra la main au collet."

Des épurations dans le parti sont annoncées. Jusqu'en juin 1934, les dirigeants nazis vont s'employer à domestiquer ce mécontentement. D'autant que des sentiments anti-bourgeois s'expriment même au sein des SA, la milice du parti. En juin 34 donc, Roehm, le chef des SA est mis en congé et les SA sont envoyées en vacances pour un mois.

Le même mois, les cellules du syndicat nazi, les N.S.B.O qui exprimaient également ce mécontentement anti-bourgeois, sont démantelées et n'ont plus le droit de percevoir de cotisations. Le 28 juin 1934, Krupp convoque Hitler chez lui à Essen et lui dicte l'ordre d'éliminer les chefs de la SA et du parti qui se font l'écho des revendications anticapitalistes de

leurs troupes.

Finalement, le 30 juin, Hitler fait assassiner les chefs des SA comme Roehm et les représentants de la fraction soi-disant anti-capitaliste du parti nazi comme Gregor Strasser, Ernst et le président des N.S.B.O. C'est la "nuit des longs couteaux" : dans toute l'Allemagne, des centaines de partisans de la "seconde révolution" sont exécutés par leurs propres camarades de parti.

Après le 30 juin 34, les épurations continueront régulièrement, plus comme méthode préventive que contre un véritable danger : au congrès de Nüremberg de 1934, et encore au congrès de 1935.

Et il est vrai que la constitution même du parti fasciste, en s'alimentant de nouvelles recrues populaires ou même petites bourgeoises à qui l'on donne des fonctions dans l'appareil d'État, ou à qui on fait croire qu'elles vont jouer de telles fonctions, risque de recréer régulièrement un danger de cette nature.

Les SA sont désarmées en 1934 : leurs armes déposées dans un dépôt de l'armée. Elles ne seront plus une menace possible. Même les S.S. qui avaient pourtant participé au massacre de juin 34 sont réorganisées à la fin de la même année.

En 1935, c'est au tour des Jeunesses Hitlériennes d'être placées sous le contrôle de l'armée. L'armée devient de plus en plus le principal soutien de la dictature nazie.

Finalement, le parti nazi, malgré son ouverture aussi large que possible vers toutes les couches de la population, démontre à l'épreuve des faits qu'il n'est pas un parti d'un nouveau genre. C'est encore un parti bourgeois, un parti qui en aucun cas ne laisse mettre à sa direction des individus qui risqueraient de ne pas défendre les plus hauts intérêts de la classe possédante.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE L'ÉTAT NAZI : EXCLUSIVEMENT AU SERVICE DES TRUSTS

Les grandes mesures économiques de l'État fasciste nous sont aujourd'hui plus familières, car elles sont reprises par tous les grands États bourgeois de nos jours en temps de crise. L'État renfloue les entreprises en difficulté à coups de larges subventions ; il rend au privé les secteurs qui sont devenus rentables. Et surtout, il se fait le client des gros capitalistes.

L'État fasciste va surtout passer des commandes dans le domaine des travaux publics. Il va lancer un programme de grands travaux avec la construction d'un réseau d'autoroutes de 7 000 km, la construction de nouvelles lignes de chemin de fer, et des projets gigantesques d'urbanisme comme les nouveaux bâtiments du parti à Munich et le ministère de l'Air à Berlin.

Mais les plus fortes dépenses de l'État fasciste vont aller dans le programme d'armement qui procure des commandes importantes à l'industrie et qui lui permettent de tourner enfin à pleine capacité. Ainsi, la société Krupp doit au cours de l'hiver 1935 rallumer 3 hauts-fourneaux éteints depuis 1931. Selon une revue économique anglaise de l'époque, The Banker, les dépenses d'armement de l'État allemand entre 1933 et 1937 s'élèvent à plus de 30 milliards de marks. Hitler déclare lui-même en 1939 que le réarmement du Reich a coûté au

total 90 milliards de marks. A titre de comparaison, les dépenses pour les grands travaux publics se sont élevées à 5 milliards de marks.

Tout le programme idéologique, politique et économique du nazisme était donc un gigantesque mensonge. Point par point, la réalité a démontré que le nazisme était le plus pur fruit des trusts de l'industrie et de la haute finance, et d'eux seuls. Ils ont imposé d'une main de fer tous leurs choix, imposé de manière totalitaire leurs seuls intérêts.

L'ANTISÉMITISME ET LES CAMPS DE LA MORT : UNE IDÉE DU MOYEN-ÂGE MISE EN PRATIQUE PAR LES TRUSTS

Il n'y a que sur un point, un seul, que le programme et l'idéologie nazis vont être respectés : sur l'antisémitisme, et plus généralement l'idée de sélectionner une soi-disant race aryenne pure.

En septembre 1935, les lois de Nuremberg interdisent aux juifs le mariage avec des non-juifs. Les juifs perdent la citoyenneté allemande, sont chassés de la fonction publique. En 1938, les violences antisémites se multiplient tandis que le port de l'étoile jaune est imposé, les professions commerciales et libérales maintenant interdites. La "solution finale" sera décidée au cours de la guerre, et aboutira à l'extermination de 6 millions de juifs européens.

Une telle entreprise continue, cinquante ans après, à nous poser bien des questions. Pourquoi, comment cela a-t-il été possible ? Qu'une telle idée ait pu germer dans des têtes humaines n'est en soi pas un problème. Les hommes, depuis que les États existent ont multiplié les raffinements en barbarie de toute sorte. Les idées racistes elles aussi, ont toujours existé pour justifier les inégalités sociales depuis qu'elles existent.

Ce qui est nouveau, ce qui est proprement écrasant dans ce cas, c'est la dimension du phénomène. C'est l'organisation systématique qui a été mise en place. C'est l'intervention pour ce faire de l'ensemble de l'appareil d'État. C'est la planification la plus complète et la plus centrale qui a été utilisée pour cette opération barbare. C'est cette alliance de la méthode, de l'organisation, de ce que le cerveau humain peut créer de supérieur, avec un objectif le plus infâme, la destruction morale puis physique de l'homme.

Ce que l'on peut en dire, c'est qu'une telle entreprise n'aurait pas pu exister à une autre période que le capitalisme, et même pas aux débuts du capitalisme. Il fallait toute la puissance et la concentration des trusts, des monopoles, telle qu'elle existe dans cette Allemagne. Cette alliance de barbarie et d'organisation est, d'une manière générale, le propre du fonctionnement de l'économie au stade impérialiste, y compris dans les pays démocratiques.

Auschwitz a été choisi parce qu'il était un carrefour ferroviaire. Les entreprises qui ont exploité la main d'oeuvre des camps s'appellent I.G. Farben, Siemens, B.A.S.F., ou Bayern.

On a vu des très grands patrons inspecter cette main d'oeuvre, retroussant les lèvres de ces esclaves pour juger de leur état, exactement comme le faisaient les marchands d'esclaves d'autrefois. "Quand les messieurs de Daimler-Benz venaient choisir de jeunes femmes, ils nous inspectaient comme du bétail" raconte une survivante de Ravensbrück. "Il fallait montrer nos mains, nos dents et sortir la langue. Puis on nous embarquait sur des camions". Ce témoignage se trouve dans les archives de cette entreprise, mais elles n'ont été ouvertes qu'au bout de

cinquante ans. Daimler-Benz produit notamment les belles et renommées Mercédès : le capitalisme est plus respectueux de morceaux de tôle que des êtres humains.

"Plus de la moitié de la main d'oeuvre des 17 usines du Konzern produisant moteurs d'avion et camions pour l'armée, était assurée, rappelle Le Monde Diplomatique (janvier 1995) par des travailleurs étrangers réquisitionnés. Daimler-Benz s'est distingué des autres trusts allemands par le pourcentage élevé de travailleurs provenant des camps de concentration. On les utilisait en particulier dans les installations souterraines de production où la plupart d'entre eux ont péri pendant les derniers mois de la guerre".

L'industriel Krupp déclarera après la défaite militaire, en 1945 au procès de Nuremberg : "J'ai dit que j'ignorais tout de l'extermination des juifs, et j'ai ajouté : "Quand on achète un bon cheval, on ne regarde pas à quelques défauts".

LES PAYS DÉMOCRATIQUES EUX AUSSI EXCLUSIVEMENT PRÉOCCUPÉS DE LEURS INTÉRÊTS CAPITALISTES

Nous savons aujourd'hui que dès 1942, pratiquement tous les dirigeants des grands États étaient au courant de l'existence et de la nature des camps de travail et des camps d'extermination. L'essentiel des actions de résistance dans les camps a consisté à sortir, naïvement, des informations sur ce qui s'y passait, et à vouloir les acheminer vers les chefs d'État. Tout le monde savait donc, à un niveau le plus haut, les dirigeants anglais ou américains comme les autres. Aucun n'a rien fait, rien dit. Peut-être tout simplement parce que chacun de ces chefs d'État s'est dit : "moi aussi, j'aurai pu le faire".

La seule chose qui inquiète les grands chefs d'État, c'est la défense des intérêts de leurs capitalistes. Les belles idées sur la défense de la démocratie et de lutte contre les fascismes, ne sont que des paroles destinées aux gens qu'on envoie à la mort. Les impérialismes anglais, français et américain avaient pendant longtemps plutôt vu dans le fascisme un rempart efficace contre le communisme et contre les troubles révolutionnaires en Europe. Churchill, par exemple, admirait particulièrement Mussolini, car il avait le premier prouvé qu'on pouvait édifier un rempart face au danger communiste. De 1933 à 1937-38, le régime nazi n'inquiète pas grand monde. C'est l'orientation vers l'expansion militaire du régime hitlérien qui va décider les pays dits "démocratiques" à se déclarer hostiles, progressivement.

Dans les années 30, l'Angleterre et la France ont été elles aussi secouées par la crise mondiale, moins gravement que l'Allemagne. Mais la crise a quand même entraîné dans ces deux pays des tentatives de développement d'organisations fascistes : le B.U.F. (union fasciste britannique) en Angleterre et les différentes ligues fascistes comme les Croix de Feu en France.

En Angleterre, les ouvriers réagissent à la crise par des manifestations et des grèves depuis 1934. En 1936, 50 000 personnes venues des quartiers ouvriers de l'East End descendent dans la rue à l'appel du P.C. et mettent en déroute 3 000 fascistes qui disposaient du soutien de la police. A la suite de cette défaite dans la rue, le parti fasciste anglais va disparaître rapidement de la scène politique.

En France, les ligues fascistes descendent dans la rue le 6 février 1934 et après une nuit de combats violents contre la police qui font une vingtaine de morts place de la Concorde,

elles provoquent la démission du gouvernement et la mise en place d'un nouveau gouvernement plus réactionnaire.

Les syndicats ouvriers C.G.T. et C.G.T.U. appellent à une grève générale contre le fascisme pour le 12 février. Les dirigeants de la S.F.I.O. (le P.S. de l'époque) et du P.C. appellent à une manifestation le même jour. Le 12 février, la grève est un succès : plus de 4 millions d'ouvriers y participent. La manifestation rassemble 1 million de participants dans toute la France et à Paris, malgré la politique sectaire des dirigeants du P.C. et du P.S. qui avaient prévu 2 cortèges séparés, les manifestants communistes et socialistes se rejoignent pour former une riposte unie contre le fascisme. Celui-ci va également disparaître rapidement de la scène politique, qui sera désormais occupée par le mouvement ouvrier jusqu'aux grandes grèves de 1936.

Mais il faut bien voir que l'Angleterre et la France sont des capitalismes repus à côté du jeune loup qu'est le capitalisme allemand. Leur politique est essentiellement défensive, ils ne sont pas eux aux abois.

Et la solution politique que va inventer l'impérialisme avec la collusion des staliniens va être, en France, puis de façon plus dramatique en Espagne, le Front populaire, qui s'avère l'équivalent démocratique de la solution fasciste pour faire accepter à des dizaines de millions de travailleurs le passage à l'acte de la guerre.

L'Allemagne réarmée se montre capable d'envahir militairement successivement la Pologne (1939), le Danemark, la Norvège (1940), la Hollande, la Belgique, le Luxembourg, le Nord de la France (1940), la Yougoslavie, la Grèce, la Crète (1941), puis le sud de la France, l'Égypte (1942), l'Ouest de l'URSS, la Tunisie (1943). Il y aura près de 50 millions de morts. Le pays qui aura payé le plus cher est de loin l'URSS avec 10 000 000 de morts.

UN BILAN TERRIBLE POUR LA POPULATION

En Allemagne, la population qui a déjà subi 6 ans de fascisme va connaître 6 nouvelles années d'horreur. Finalement en 1945, le régime de Hitler s'écroule sous le poids des défaites : il a contre lui depuis 1941 l'immense puissance économique des États-Unis qui sont entrés en guerre aux côtés des impérialistes n° 3 et 4, l'Angleterre et la France.

Le fait de se retrouver dans le camp de la défaite va valoir à la population allemande, comme aussi à la population japonaise, un écrasement supplémentaire.

Se souvenant que ce sont surtout les pays perdants qui ont le plus largement ouvert la brèche à la révolution ouvrière en 1918-1920, sachant également que ces pays n'auraient pas pendant quelque temps une autorité et un gouvernement capables de les soumettre à leur volonté, les impérialistes vainqueurs se prémunissent du danger de révolution en décidant de terroriser ces populations.

Les villes industrielles allemandes sont bombardées et ce sont les zones résidentielles qui sont visées. A Dresde, l'aviation anglo-américaine fait 135 000 morts le 13 janvier 1945. Cologne, Berlin, Francfort, Hambourg, sont pulvérisées. 635 000 personnes périssent en Allemagne sous les bombardements anglais et américains.

La population japonaise a droit d'abord au même traitement, avec le bombardement de Tokyo par 300 avions qui fait 197 000 morts en 3 heures le 10 mars 1945. Et puis le 6 août 1945, à 6h17 du matin Hiroshima est pulvérisée : la dernière statistique donne 157 071 morts comptabilisés en 1989. Et trois jours plus tard, c'est Nagasaki où la deuxième bombe atomique fait 57 000 morts.

Pour revenir à l'Allemagne, elle totalise 3,8 millions de civils morts, qui s'ajoutent aux 4 à 5 millions de déportés politiques déjà liquidés dans les camps.

Le territoire allemand est immédiatement partagé entre les puissances alliées. Ceux-ci vont procéder à une dénazification, entreprise séparément, dans chaque zone d'occupation : les anglais examinent 700 000 affaires contre crimes de guerre : 670 condamnations, 260 acquittés. Les américains examinent plusieurs milliers de cas : 140 condamnations, 35 acquittements. La France juge 2000 affaires : 1500 condamnations, 400 acquittements. Les russes auraient exécuté 185 000 personnes.

Le trust I.G. Farben est démantelé, pour cause de collaboration avec le fascisme. On peut retrouver Siemens, Thyssen ou Krupp dans les journaux économiques : ils occupent respectivement dans le classement européen des trusts les 6^{ème}, 30^{ème} et 53^{ème} places pour 1992. Daimler-Benz est 11^{ème} groupe mondial, 3^{ème} trust européen, et 1^{er} en ce qui concerne l'automobile.

LE FASCISME, SOLUTION D'AVENIR DU CAPITALISME ?

Résumant les deux expériences des fascismes italien et allemand dans son ouvrage "Qu'est-ce que le nazisme ?", Trotsky écrit en juin 1933 : "Le fascisme allemand, comme le fascisme italien, s'éleva au pouvoir sur le dos de la petite-bourgeoisie, qu'il a transformée en bélier contre les organisations de la classe ouvrière et les organisations de la démocratie. Mais le fascisme au pouvoir est moins que tout le gouvernement de la petite-bourgeoisie. Au contraire, c'est la dictature la plus impitoyable du capital monopolisateur."

Aujourd'hui, l'actualité politique nous révèle l'existence de régimes, de fonctionnements, de méthodes ou d'idéologies fascistes, dans bon nombre de pays de la planète.

Le massacre des populations du Rwanda a été préparé de longue date, puis mis en oeuvre par des méthodes très exactement calquées de l'histoire fasciste et nazie. Un gouvernement a su utiliser toute une catégorie de la population pour lui faire faire des tâches de répression contre le reste de cette population. Les débuts de la guerre de Yougoslavie ont montré, là encore, des méthodes analogues, avec leurs camps de concentration, avant d'aboutir à la guerre tout court.

Si, malgré la crise rampante du capitalisme, la poignée de pays riches qui dominent le globe connaît pour l'heure un régime de démocratie politique, c'est au prix non seulement d'une exploitation économique terrible pour le reste de l'humanité, mais aussi de la fin de toute liberté, et de l'apparition dans les régions les plus diverses du globe de mode de domination qu'on peut qualifier de fascisme du pauvre.

Quant aux pays "démocratiques", l'exemple allemand, mais aussi les tentatives

fascistes en France ou en Angleterre ont déjà montré que la démocratie n'est en rien un rempart au fascisme. Tant que le capitalisme sera présent, il contiendra en germe, en même temps que le danger de guerre, le danger fasciste.

BIBLIOGRAPHIE

Daniel Guérin : fascisme et grand capital
(PCM petite collection maspero N° 46)

Léon Trotsky : qu'est-ce que le nazisme ?
(juin 1933)

*

Daniel Guérin : la peste brune
(petite collection maspero N° 45)

Charles Bettelheim : l'économie allemande sous le nazisme
(PCM petite collection maspero N° 72, 73)

Serge Bernstein, Pierre Milza : Histoire du 20^e siècle, tome 2
(Hatier)

Ignazio Silone : Fontamara
(Bernerd Grasset Editeur)

TABLE DES MATIERES

<i>L'Italie</i>	3
Le capitalisme italien sort frustré de la première guerre	3
La montée révolutionnaire : les grèves avec occupation de 1920	4
La bourgeoisie cherche à se venger de sa peur anti-ouvrière et à reprendre ses concessions	6
Le choix politique du fascisme est fait par la haute bourgeoisie	7
Les fascistes à la base : des bandes anti-ouvrières	9
Une idéologie anticapitaliste qui ne craint pas de copier le socialisme	10
La mystique fasciste : des emprunts à la démocratie bourgeoise	11
Benito Mussolini, premier dirigeant fasciste	12
Les coups de main fascistes, avec la complicité de la police et de l'armée	13
C'est du haut de l'Etat et en accord avec lui que le fascisme parvient au pouvoir	14
L'installation progressive du fascisme sur le terrain syndical	15
Les travailleurs résistent avec de faibles moyens à la mise au pas qui se resserre	17
Les salaires cassés et les travailleurs victimes	18
L'Etat au service des grands trusts	19
Petits patrons et petits propriétaires eux aussi sacrifiés	20
Incapable de régler les problèmes, le fascisme italien s'effondre avant la fin de la guerre	21

<i>L'Allemagne</i>	24
Le capitalisme allemand sort de la première guerre étranglé par ses concurrents	24
Seule solution pour les capitalistes allemands : s'en prendre à la classe ouvrière	26
L'impact de la crise économique de 1929 écrase la société allemande	28
Hitler : illuminé peut-être, mais tout autant que des millions de petits-bourgeois	31
Le programme nazi : un soi-disant socialisme national, un anti-capitalisme de parole, un retour aux corporations du Moyen Age	33
Le grand capital décide d'ouvrir aux nazis les portes du pouvoir (fin 1931)	36
Les partis ouvriers, communistes et socialistes, incapables de répondre à la situation, paralysent la classe ouvrière	38
Le fascisme parvient au pouvoir par la voie légale	40
Toutes les organisations de la classe ouvrière sont détruites, anéanties	42
Toutes les couches de la société sont mises au pas pour le profit des trusts	44
La "seconde révolution" s'achève dans la nuit des longs couteaux (juin 1937)	45
La politique économique de l'Etat nazi : exclusivement au service des trusts	47
L'antisémitisme et les camps de la mort : une idée du Moyen Age mise en pratique par les trusts	48
Les pays démocratiques eux aussi exclusivement préoccupés de leurs intérêts capitalistes	49
Un bilan terrible pour la population	51
Le fascisme, solution d'avenir du capitalisme ?	53
BIBLIOGRAPHIE	54